

Lettre aux **BURKINABÈ**



Les cahiers de la Présidence du Faso - Hors série - Octobre 2020

GRATUIT

CINQ ANNÉES À L'OUVRAGE



Des réalisations dans plusieurs domaines

- ✓ Agriculture
- ✓ Commerce
- ✓ TIC et numérique
- ✓ Énergie
- ✓ PADEL
- ✓ PUS
- ✓ PAE/JF
- ✓ Infrastructures routières
- ✓ Transport
- ✓ Enseignement supérieur
- ✓ Éducation
- ✓ Eau potable
- ✓ Santé
- ✓ Gouvernance administrative et politique
- ✓ Sécurité et défense
- ✓ Diplomatie

ÉDITO

Le Burkina Faso a poursuivi son développement et sa croissance économique ces dernières années, grâce à des actions concrètes engagées dans tous les secteurs de la vie sociale, économique, politique et culturelle. Ces actions font du progrès une réalité indéniable dans notre pays, avec des perspectives de lendemains meilleurs, en dépit des obstacles qui se dressent sur le chemin.

Cinq ans de construction de notre cher pays, le Burkina Faso, c'est le constat qui est fait avec les infrastructures et les réalisations tous azimuts qui s'inscrivent dans la vision du programme présidentiel « *Bâtir avec le peuple, un Burkina Faso de démocratie, de progrès économique et social, de liberté et de justice* ». Cette vision a été traduite dans le Plan national de Développement économique et social (PNDES), 2016-2020. Dans cette dynamique, l'ambition du gouvernement, qui est de « *transformer structurellement l'économie burkinabè, pour une croissance forte, durable, résiliente, inclusive, créatrice d'emplois décents pour tous et induisant l'amélioration du bien-être social* », a été la ligne directrice de toutes les actions entreprises par les différents secteurs ministériels.

Le rendez-vous du progrès donné au peuple par le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, dès l'entame de son quinquennat s'est concrétisé, présageant un avenir meilleur et plein d'espoir. De l'éducation et de la formation à la diplomatie en passant par le dialogue social et politique, les infrastructures

Des actions concrètes pour la prospérité du Burkina Faso

routières, scolaires, énergétiques, sanitaires, l'agriculture, le commerce, l'insertion professionnelle entre autres, l'aperçu donne une satisfaction générale, allant parfois même au-delà des attentes, au regard des contraintes actuelles auxquelles le pays fait face.

En dépit du contexte sécuritaire difficile, l'action gouvernementale n'a pas été ébranlée en matière d'amélioration de la qualité de vie des Burkinabè. Les chantiers sont réalisés et d'autres sont en cours, dans toutes les régions du Burkina Faso pour le bonheur des populations.

Le pays a aussi marqué sa présence sur la scène internationale par la claire affirmation pour le Burkina et les Burkinabè, d'être le moteur de leur propre histoire. Cette détermination du peuple burkinabè à assumer son destin et son développement, s'est traduite par une diplomatie proactive orientée vers les seuls intérêts des populations laborieuses. C'est dans cette perspective que le pays des Hommes intègres continue à tisser sa toile dans la recherche et la consolidation de partenariats pour son développement.

Ces politiques sont l'empreinte d'un chef de l'État, fidèle à ses engagements et soucieux du bien-être du peuple. Les défis économiques, sociaux, budgétaires, sécuritaires, sanitaires avec notamment la crise de la Covid-19 etc., n'ont pu empêcher le train du développement de vrombir sur les rails du progrès et de la croissance, pour l'épanouissement du peuple burkinabè. Tout compte fait, avec Roch Marc Christian Kaboré, le Burkina Faso avance et fait entendre sa voix dans le concert des nations.

Une note de satisfaction et de victoire sur l'adversité et tous les obstacles qui se dressent sur le chemin de l'épanouissement et du progrès.

Dr Seydou ZAGRÉ
Ambassadeur
Directeur de Cabinet
Grand officier de l'Ordre de l'Étalon

SOMMAIRE**ÉCO-DEV**

Secteur agricole	5
Filière coton	6
Mécanisation agricole	8
Aménagements hydro-agricoles	9
Développement des technologies de l'information et de la communication	10
Interconnexion Bolgatenga-Ouagadougou	12
Programme d'appui au développement des économies locales (PADEL)	14
Programme d'urgence pour le Sahel	16
Promotion de l'emploi des femmes et des jeunes	18
Route Déoudougou-Tougan	20
Le pont de la Sirba sur l'axe Bogandé-Fada	22

SOCIÉTÉ

Amélioration de la mobilité urbaine	23
Université virtuelle du Burkina Faso	24
Programme présidentiel « <i>un étudiant, un ordinateur</i> »	25

Lycées scientifiques au Burkina Faso	26
Éducation nationale	27
Zéro corvée d'eau	28
Projet « <i>une commune, une ambulance</i> »	29
Amélioration de l'offre de santé	30
Gratuité des soins au Burkina Faso	32
POLITIQUE	
Dialogue politique	34
Réconciliation et unité nationale	36
SÉCURITÉ ET DÉFENSE	
Situation sécuritaire au Sahel	38
Lutte contre le terrorisme	39
COOPÉRATION INTERNATIONALE	
Diplomatie	40
Multilatéralisme	42
Intégration africaine et Burkinabè de l'Extérieur	44

Les cahiers de la Présidence du Faso
Hors série - Octobre 2020

ISSN 2630-1318

Directeur de Publication
Dr Seydou Zagré

Directeur de la Rédaction
Romain Auguste Bambara

Coordination
Jérémie Sié Koulibaly
Mahoua Hien

Rédacteur en Chef
Boureima Lankoandé

Secrétaire de Rédaction
Boureima Lankoandé

Équipe de Rédaction

R. A. Bambara
Richard Yaméogo
Boureima Lankoandé
Lassané Osée Ouédraogo

Sidpayété Eléonore Ouédraogo
Moumouni Yaméogo
Rabalyan Paul Ouédraogo
DCPM/Agriculture

Correcteur

Zidabou Zouré

Photographes

Les reporters
Léonard Bazié
Yempabou Ouoba

Archives et documentation

Constantin Compaoré

Mise en page

Anthony Labouriaux

Direction de la communication
03 BP 7030 Ouagadougou 03
Tél. 25 49 83 00

LETTRE AUX BURKINABÈ

**Chers compatriotes Burkinabè des villes et des campagnes,
Chers frères et sœurs de la diaspora.**

En cette période des récoltes, je voudrais d'abord saluer l'engagement de tous les acteurs du monde rural, en particulier nos braves paysans, et leur souhaiter une très bonne fin de campagne agricole. A toutes et à tous, mes voeux de santé, de prospérité et de paix, dans ce contexte de pandémie de la Covid-19 et de lutte acharnée contre les forces du mal, qui nous imposent une guerre ignoble, à travers le terrorisme.

J'adresse à chacune et chacun un salut fraternel et cordial. Burkinabè de l'intérieur comme de l'extérieur, de toutes

obédiences politiques ou confessionnelles et de toutes catégories sociales, je m'adresse à vous tous sans exception, car nous sommes tous du Burkina Faso, un pays qui nous est cher.

A travers ces lignes, je souscris à ce devoir de redevabilité dans le cadre de la gestion du pays que vous m'avez confiée, au soir du 29 novembre 2015. Nous avons pris ensemble l'engagement de conduire le Burkina Faso sur les chantiers de sa construction sociale, économique, politique et culturelle.

**Nous avons engrangé ensemble
des résultats importants**

Grâce aux efforts conjugués sans relâche, de toutes et de tous, nous avons obtenu des résultats appréciables dans tous les secteurs de la vie sociale, économique, culturelle et politique.

LETTRE AUX BURKINABÈ

Je prendrai juste quelques exemples illustratifs de ce succès, que nous avons engrangé ensemble, ces dernières années. Ainsi, avec votre accompagnement, et celui des partenaires, plusieurs infrastructures routières, sociales, sanitaires, éducatives, économiques, énergétiques ont été réalisées dans les 13 régions du pays. En matière d'éducation, de formation et de renforcement des capacités, les résultats sont également palpables. Dans le domaine de l'emploi et de l'accès aux sources de financement, la mise en place et en œuvre de projets et programmes a permis d'accompagner les jeunes, les femmes, les porteurs de projets, afin qu'ils puissent réaliser leurs rêves.

En termes de cohésion sociale, soucieux de bâtir un Burkina Faso de paix et de préserver notre vivre-ensemble, j'ai engagé et toujours entretenu un dialogue sincère et franc avec toute la classe politique, ainsi qu'avec les partenaires sociaux. Sur le chantier de la coopération internationale, notre pays a su tisser des relations et conforter une bonne image sur la scène internationale.

Les acquis engrangés constituent déjà un grand pas dans le processus de développement du Burkina Faso. Je reste cependant conscient que certaines attentes demeurent, et nous devons poursuivre les efforts pour offrir à chaque Burkinabè des conditions de vie toujours meilleures.

Je félicite ici, une fois encore, tous les acteurs pour leur engagement aux côtés du gouvernement en toute circonstance où leur appui était attendu. C'est le lieu de saluer l'esprit républicain dont font preuve les partenaires sociaux et la classe politique.

Restons toujours unis

Le handicap majeur, auquel nous faisons face, est sans conteste, l'insécurité qui a pris de l'ampleur dès le début du mandat que vous m'avez confié. Nous en avons tous été éprouvés. Et là aussi, votre réponse à mon appel à l'union sacrée, nous a permis d'opposer une résistance farouche à la menace terroriste.

Je vous invite chacun, chacune à la solidarité à l'endroit des déplacés internes, nos frères, nos sœurs, nos enfants, en difficulté.

Dans la lutte contre le terrorisme, nous avons connu des moments difficiles, mais jamais nous ne devons céder au désespoir. Nos ancêtres n'ont jamais courbé l'échine et nous devons assumer notre rôle historique, en venant à bout de l'hydre terroriste.

La politique de sécurité nationale que nous avons élaborée de manière consensuelle est un outil par excellence pour une réponse adéquate, globale, inclusive et efficace à la crise sécuritaire.

Depuis le mois de mars 2020, nous sommes aussi confrontés à la pandémie de la Covid-19, qui a un impact sur notre économie et sur nos conditions de vie. Le plan national de riposte contre cette pandémie a montré sa pertinence et je voudrais inviter tous les habitants du Burkina Faso à rester vigilants et disciplinés pour appliquer toutes les mesures édictées par le ministère de la Santé pour vaincre le Coronavirus.

Face à toutes ces difficultés, je suis admiratif de la résilience des populations et plus que jamais confiant en l'avenir.

Pour terminer, je formule le vœu que les élections couplées présidentielle et législatives prévues cette année 2020 se déroulent dans de très bonnes conditions pour le renforcement de notre processus démocratique.

Merci de l'attention que vous avez accordée à cette lettre !

Dieu bénisse le Burkina Faso !

Roch Marc Christian Kaboré
Président du Faso

Secteur agricole

La BADF pour booster le développement des activités du monde rural

Dans son programme de société, le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré s'est engagé à doter les acteurs du monde rural d'une institution financière capable de leur offrir des services adaptés à leurs besoins. C'est ainsi qu'en mars 2019, la Banque agricole du Faso (BADF) lançait ses activités à Ouagadougou, puis en octobre à Bobo-Dioulasso. La BADF se veut une solution aux problèmes d'accès aux crédits des acteurs du monde rural.

D'un capital social de 14 milliards 277 millions 570 mille FCFA, la BADF est constituée en société anonyme avec un conseil d'administration, et dirigé par un directeur général, Daouda Simboro. Les actionnaires de la banque sont composés des acteurs du monde rural, des sociétés d'État, des sociétés privées et autres personnes morales ainsi que des particuliers. La banque se fixe pour objectif majeur de réaliser toutes opérations de banque de nature à promouvoir le développement du monde rural au Burkina Faso, notamment en matière de production agricole, animale, forestière, de pêche, d'artisanat, d'habitat. Elle s'intéresse aussi aux secteurs des infrastructures, du transport, de l'agro-industrie et de la commercialisation de produits et services découlant de ces activités. La BADF fournit à ses clients depuis le lancement officiel de ses activités en mars 2019, une large gamme de services financiers adaptés à leurs besoins.

Déjà plus de 68 milliards FCFA de crédits octroyés aux acteurs de développement

Après plus d'une année de fonctionnement, la Banque agricole du Faso s'est montrée un véritable outil de développement des activités du monde rural et de l'économie nationale. Plusieurs personnes et structures ont bénéficié de l'appui en crédit de cette institution financière en vue de booster le développement de leurs activités. Les octrois de crédits sont faits en direction des acteurs du monde rural et de sa chaîne de valeur, mais également au profit des autres acteurs de l'économie. Plus de 68 milliards FCFA de crédits ont déjà été octroyés à des bénéficiaires comme les associations, les groupements villageois et les sociétés coopératives, les grandes entreprises, les PME/PMI, les entrepreneurs individuels, les particuliers et les professions libérales. Les secteurs d'activités concernés sont l'agriculture, l'élevage, l'agro-industrie, les BTP, le Commerce et les services ainsi que les salariés. L'agriculture et l'élevage ont bénéficié de près de 28,5 milliards FCFA de crédits octroyés à plus de 1 000 acteurs (Sociétés coopératives, entreprises individuelles, sociétés) après à peine 18 mois d'activités.



Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré procéda au lancement officiel des activités de la BADF

« *La banque doit être un instrument important pour permettre à nos paysans, éleveurs de pouvoir avoir des financements pour, non seulement s'équiper, mais également développer leurs activités* », a indiqué le président du Faso Roch Marc Christian Kaboré lors de la cérémonie de lancement de la BADF. Le souhait du chef de l'État dans cette noble initiative, est que la naissance de cette banque participe à augmenter le taux de bancarisation, surtout en milieu rural, où il est très faible.

Une banque qui tombe à pic

L'initiative de cette banque par le chef de l'État, témoigne, de l'avis du Président du Conseil d'administration (PCA) d'alors, Mamadou Sérémé, de son intérêt pour tout ce qui touche le monde rural. En effet, le monde rural au Burkina Faso regroupe environ 80 % de la population. La part du secteur primaire dans le PIB est de l'ordre de 30 %, et l'agriculture est le deuxième pourvoyeur de devises au Burkina Faso, après l'or. Ce qui démontre l'importance du secteur pour la stratégie de développement du pays. « *Paradoxalement, seulement 15 % des producteurs bénéficient de crédits bancaires. De même, la part des concours consacrés au secteur agricole ne représente que 3,5 % du total des financements bancaires du Burkina Faso* », a regretté Mamadou Sérémé, lors de la cérémonie de lancement des

activités de l'institution. D'une promesse de campagne, la Banque agricole du Faso est aujourd'hui une réalité, grâce à l'expertise de femmes et d'hommes mobilisés, à la détermination et à la ténacité du monde rural, à l'accompagnement, à l'engagement et à la participation active des autorités. Dès son ouverture, les bénéficiaires n'ont cessé de traduire leur reconnaissance au président du Faso pour sa vision, sa détermination et son leadership dans la création de cette institution financière dédiée au monde rural. Le vice-président de la Confédération paysanne du Faso (CPF), Boureima Diallo, co-président de la cérémonie de lancement des activités de la banque et le président de l'Union nationale des producteurs du coton du Burkina (UNPCB), Bihoun Bambou ont remercié le chef de l'État pour cette banque, qui est d'un grand apport dans le développement des activités du monde rural. Pour ces acteurs, la BADF a été longtemps rêvée et réclamée. C'est pourquoi, ils se sont investis aux côtés du président du Faso et de son gouvernement, pour faire de cette institution financière une réalité. Tout en rappelant que la majorité des clients de la banque se trouve à l'intérieur du pays, les bénéficiaires souhaitent qu'au-delà des grands centres urbains comme Ouagadougou et Bobo-Dioulasso, la Banque agricole du Faso puisse être présente sur l'ensemble du territoire pour être plus proche de ses clients.

Lassané OUEDRAOGO

Filière coton

Les producteurs satisfaits des mesures d'accompagnement

Début 2019, le gouvernement prenait des mesures visant à relancer la production cotonnière au Burkina Faso à travers un soutien fort aux producteurs, en amont de la production (subvention des intrants et apurement des impayés) et en aval (hausse des prix du kilogramme de coton). Ces mesures prises pour la saison 2019-2020, ont galvanisé les acteurs de la filière, en premier lieu les producteurs qui ne cachent pas leur satisfaction et promettent s'investir pour la relance.



La production cotonnière a repris son rythme la campagne 2019-2020, pour atteindre la prévision de 700 000 tonnes de coton

Des rendements au-delà de l'ordinaire, c'est le constat qu'on a pu faire en visitant les champs de coton à maturité à la campagne 2019-2020, résultat des mesures de relance de la filière. Ces mesures ont été annoncées par le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré soucieux de répondre efficacement aux préoccupations des acteurs de la filière. Les producteurs félicitent le chef de l'État pour cet engagement et assurent de l'impact positif certain de cette vision du gouvernement en faveur du secteur du coton.

Ces mesures ont changé la vision du producteur et permis de relancer la production. « C'est grâce à ces mesures que beaucoup ont eu le courage de reproduire cette année. Sinon, ceux qui plient sous le poids des impayés

des deux campagnes passées allaient abandonner », précise le président de l'Union provinciale des producteurs de coton (UPPC) du Gourma, Bouama Pallo, producteur de Fada N'Gourma. Et selon Bakary Traoré, président de l'UPPC du Houet et producteur de Karangasso Sambla, n'eût été cet accompagnement, la campagne 2019-2020 aurait été hypothéquée.

Les mesures ont rassuré les producteurs

Daouda Ouédraogo, inspecteur de gestion à l'UPPC-Gourma soutient qu' « il y a des sociétés coopératives qui sont "tombées" à cause des impayés élevés et qui ne devraient même plus produire ; mais avec ces mesures, on a pu récupérer certaines, d'où l'augmentation de la production ».

Bien sûr, « le soutien a permis aux gens de revenir à la production (...). La

mesure d'apurement des impayés a contribué à lever les inquiétudes dans les familles des producteurs, taire les différends entre les producteurs, rétablir la confiance et la cohésion au sein des coopératives sur le terrain », confirme Bambou Bihoun, Président de l'Union nationale des producteurs de coton du Burkina (UNPCB). Pour ce producteur de Béréba, le contrôle des intrants a rassuré les producteurs.

Le retour à la production est bien constaté dans la région cotonnière de N'Dorola (province du Kénédougou), où les producteurs avaient boycotté la production les deux précédentes campagnes pour des difficultés liées justement aux impayés occasionnés, d'une part, par le facteur intrants (qualité et coût) et, d'autre part, par les aléas climatiques.



Bambou Bihoun, président de l'UNPCB : « La production est meilleure cette année, et la performance dépasse celle d'avant »

Des rendements au-delà des attentes

Tout comme l'inspecteur provincial de gestion Olivier Sanou (Kénédougou), l'UNPCB a attesté de la qualité des intrants de la campagne, qui a conduit à des rendements meilleurs. « Grâce à ces mesures, nous avons des rendements de 800 kg à 1 tonne à l'hectare, contre 500 à 600 kg à l'hectare les campagnes antérieures », souligne Bakary Traoré. Basile Sanou, producteur à Yéguéréssé-Bieno (Houet), lui, compte récolter jusqu'à 4 tonnes de coton sur ses 3 hectares exploités, soit plus de 1 300 kg par hectare. Selon son voisin Zézouma Sanou, certains entendent augmenter leurs superficies pour la campagne 2020-2021. « Au regard de la production et des rendements cette année, certains regrettent d'avoir limité leurs superficies ou refusé de produire »,

appuie Adama Traoré, producteur et maire de Kourouma (Kénédougou). Les producteurs de la province du Kénédougou ont particulièrement remercié le président du Faso et salué les mesures du gouvernement qui ont permis de résoudre la crise dans leur région cotonnière.

Moussa Diallo, président de l'UPPC-Kénédougou rassure : « si vous voyez les besoins que nous avons exprimés en intrants pour l'année prochaine (2020-2021), cela montre que nous sommes engagés et prêts à produire plus les années à venir, grâce à ces mesures ».

Une hausse des rendements de 18 %

Le Directeur général de la SOFITEX, Wilfried Yaméogo relève surtout l'adhésion des producteurs aux

mesures : « Il y a des producteurs qui ont fait des emballages au-delà des deux dernières campagnes (...) et les indicateurs montrent que les rendements se sont améliorés ». En plus du suivi individuel des producteurs, la société a adopté des innovations parmi lesquelles l'implantation de bassins pour l'irrigation d'appoint, la mise en place de l'assurance agricole pour les indemnisations, dans la logique de soutien à la filière.

Ainsi, la production du coton graine au Burkina est passée de 435 323 tonnes à la campagne 2018-2019 à 458 726 tonnes la campagne 2019-2020. Pour la même période, le rendement à l'hectare a évolué de 18 % passant de 673 tonnes à 793 tonnes.

Les résultats sont encourageants, mais les producteurs de coton du Burkina, dans leur ensemble, souhaitent, au-delà de la relance de la filière, le renforcement et le suivi des mesures, l'apurement rapide des impayés internes des Groupements de producteurs de coton (GPC), la mécanisation de la culture du coton, l'accompagnement des organisations (formation aux bonnes pratiques, à la gestion, au leadership). Ils suggèrent une commande groupée des intrants, la mise en place d'un fonds de lissage-producteurs en plus de la caution solidaire et d'un compte d'exploitation sur la fixation du prix du coton.

Dans la logique de la consolidation de la confiance avec les producteurs, M. Bamogo, chef de région cotonnière du Gourma (SOCOMA) suggère une gestion éthique et diligente de l'apurement des impayés et que cette gestion soit confiée aux sociétés cotonnières. Un apurement à temps permet d'aplanir les différends au sein des groupements de producteurs, d'une part, et, d'autre part, entre ceux-ci et leurs unions.

Boureima LANKOANDE

SECOBIO, pour soutenir la transformation

La réalisation de la Société d'égrenage de coton biologique (SECOBIO) de Koudougou inaugurée, le 30 janvier 2020 par le président du Faso, s'inscrit dans la dynamique de prendre en charge la problématique d'accélération du processus de transformation ainsi que d'améliorer la valeur ajoutée du secteur. D'un coût de près de 4 milliards francs CFA, cette usine a une capacité d'égrenage de 17 500 tonnes de coton graine par campagne. Elle va générer 40 emplois permanents, 100 emplois saisonniers et plus de 500 emplois indirects. Le coton bio burkinabè était égrené à la fin de la saison dans les mêmes usines que le coton conventionnel, et après celui-ci. Ce qui pouvait entraîner des paiements tardifs qui décourageaient un grand nombre de producteurs.



Le président du Faso a inauguré l'usine d'égrenage de coton biologique (SECOBIO) à Koudougou le 30 janvier 2020

Mécanisation agricole

Appuyer les producteurs pour la transformation de l'agriculture nationale

Le gouvernement s'est attelé à « transformer structurellement l'économie burkinabè, pour une croissance forte, durable, résiliente, inclusive, créatrice d'emplois décents pour tous et induisant l'amélioration du bien-être social ». La mécanisation agricole, facteur de modernisation, constitue un levier essentiel de cette transformation structurelle.



Le Président du Faso a procédé à la remise de 400 tracteurs aux producteurs, le 29 novembre 2019 à Bobo-Dioulasso

De 2016 à 2020, beaucoup d'efforts ont été consentis par le gouvernement en matière de mécanisation agricole en faveur des agriculteurs des différentes régions du pays. A travers la Société nationale d'Aménagement des Terres et de l'Équipement rural (SONATER), l'État burkinabè, conformément à ses engagements, a mis à la disposition du monde agricole environ 1 000 tracteurs et 500 motoculteurs. Les prix de cession de ce matériel agricole sont subventionnés souvent à plus de 80 % par l'État.

Synergie des acteurs pour une agriculture prospère

L'État et les acteurs non étatiques ont également fourni aux producteurs des treize régions, de 2016 à nos jours, plus de 56 000 autres unités d'équipements agricoles composés de vanneuses, de charrettes, de butteurs, de batteuses, de broyeurs, de charrues, de houes Manga, de semoirs, etc. Les producteurs ont également bénéficié de près de 20 000 animaux de trait (bœufs et ânes).

Les travaux de construction d'une unité de montage de tracteurs agricoles et de motoculteurs, assortie de sept garages de réparation et de maintenance, sont en cours de finalisation. Le Département en charge de l'Agriculture a formé des maintenanciers de tracteurs et de motoculteurs. Pour renforcer leurs capacités opérationnelles, 120 outils de travail d'un coût d'environ 9 millions leur a été remis.



1 000 tracteurs ont été mis à la disposition du monde paysan en trois ans

Accélérer la modernisation des moyens de production

Le ministère de l'Agriculture et des Aménagements hydro-agricoles entend lancer l'Initiative pour la Mécanisation agricole (IMA) axée sur une mobilisation citoyenne pour l'acquisition de matériel et d'équipements agricoles au profit des producteurs. Cette action a pour finalité d'accélérer la modernisation des moyens de production et de transformation des produits agricoles.

Par ailleurs, le Burkina Faso a accueilli la cérémonie officielle de lancement de la campagne de confinement de la houe manuelle au musée au profit de la femme rurale, les 14 et 15 octobre 2019 à Bobo-Dioulasso. La statue de la femme rurale érigée sur la Place de l'Union africaine symbolise les efforts des Etats africains pour réduire la pénibilité des travaux champêtres des femmes. A cette occasion, les femmes rurales ont appelé à « l'élaboration d'une feuille de route claire pour la mise en œuvre du cadre de l'Union africaine sur la mécanisation de l'agriculture en Afrique ». Le Burkina Faso va jouer sa partition dans le futur programme continental de mécanisation agricole dans le but d'accroître les performances productives des femmes.

**Direction de la communication et de la presse ministérielle/
Ministère de l'Agriculture et des Aménagements hydro-agricoles**

Aménagements hydro-agricoles

Le cheval de bataille du gouvernement

Face aux aléas climatiques, le gouvernement s'emploie à la mise en place d'infrastructures de maîtrise de l'eau indispensables à la production agricole. De 2016 à nos jours, le bilan des réalisations est satisfaisant.



Les bassins de collecte d'eau de ruissellement sécurisent les exploitations agricoles en cas de poches de sécheresse

Pour accroître la production agricole, le gouvernement a fait de la construction des ouvrages de maîtrise partielle ou totale de l'eau son cheval de bataille. Pour une cible de 25 000 ha de bas-fonds à fin 2020, au total 22 195 ha ont été aménagés à la date du 30 juin 2020. 6 459 ha de périmètres avec maîtrise totale d'eau ont été aménagés, pour une cible de 5 000 ha, soit un dépassement de plus de 32 %. En plus des bas-fonds, des périmètres irrigués ont également été réalisés, de même que des ouvrages de conservation d'eau. En effet, 3 143 hectares de périmètres irrigués ont été mis à la disposition des producteurs, en 2016, contre 205 hectares en 2017 et 101,4 hectares en 2018. En 2019, le ministère de l'Agriculture et des Aménagements hydro-agricoles comptabilisait 1 530 hectares de périmètres irrigués et 194 hectares de périmètres maraîchers aménagés.

Fort soutien à la production maraîchère

De 2016 à 2018, plus de 32 722 hectares de terres dégradées ont été restaurées par la réalisation d'ouvrages de conservation des eaux et des sols/ défense et restauration des sols (CES/ DRS). En 2019, près de 20 000 ha de

terres dégradées ont été récupérées. Ces ouvrages sont le zai, les demi-lunes, les cordons pierreux, etc. En outre, plus de 839 puits maraîchers ont été mis à la disposition des producteurs entre 2016 et 2019 à l'effet de soutenir la production maraîchère, surtout en saison sèche.

Dans la même dynamique, les techniques de gestion localisée de l'eau sont promues. Des tubes PVC et des motopompes ont également été mis à la disposition des producteurs. Rien qu'en 2019, 19 500 tubes PVC ont été fournis aux producteurs. L'octroi du matériel

d'exhaure de l'eau est accompagné de la vulgarisation des méthodes de gestion économe de l'eau. Le système d'irrigation goutte-à-goutte est de plus en plus adopté en milieu paysan, grâce aux interventions du gouvernement et de ses partenaires.

Travailler à une maîtrise totale de l'eau

En outre, pour une maîtrise totale de l'eau agricole, le ministère de l'Agriculture et des Aménagements hydro-agricoles a mis au point un nouveau modèle d'exploitation agricole résilient et performant, portant l'ambition de transformation structurelle de l'agriculture. Il s'agit de réaliser, dans chaque exploitation agricole de 03 ha au moins, un forage équipé d'un système de pompage solaire afin de rendre disponible l'eau souterraine pour assurer trois cycles de production dans l'année. Le modèle associe à la production végétale les activités piscicoles et pastorales. Convenablement mis à l'échelle, il favorisera la production supplémentaire de 5 millions de tonnes de céréales par an et de 6 millions de tonnes de produits maraîchers, une hausse des revenus des ménages agricoles de 35 % et la création de 500 mille emplois agricoles décents.

**Direction de la communication et de la presse ministérielle/
Ministère de l'Agriculture et des Aménagements hydro-agricoles**



Les cordons pierreux favorisent la récupération des terres dégradées

Développement des technologies de l'information et de la communication

Une stratégie pensée qui s'exécute au fur et à mesure, selon Philippe Goabga, président du comité de gestion du Point d'atterrissement virtuel

Les objectifs de la politique de développement des TIC au Burkina Faso s'exécutent en droite ligne du Programme régional d'Infrastructures de Communications en Afrique de l'Ouest (PRICAO) : accroître la portée géographique des réseaux à large bande, baisser les coûts et améliorer la qualité de la connectivité régionale et internationale au profit des opérateurs de télécommunication, des fournisseurs d'accès Internet et des services publics. A travers la réalisation de la liaison en fibre optique Ouagadougou-Paga, du point d'atterrissement virtuel et du point d'échange d'Internet, le PRICAO est en train de remplir son contrat à la satisfaction des principaux bénéficiaires.



Rapidité, fluidité, gain en temps sont les maîtres-mots à la mairie de Manga avec la fibre optique

La liaison en fibre optique de plus de 300 km depuis Ouagadougou jusqu'à la frontière du Ghana en passant par Manga et Pô, avec une bretelle vers Bagrépôle, permet au Point d'atterrissement virtuel (PAV) de disposer directement de la capacité internationale convoyée par la fibre optique jusqu'à Ouagadougou, et d'ajouter une redondance physique pour une interconnexion régionale plus sûre. Aussi, 5 giga de capacité arrivent au PAV grâce à cette liaison. Le PAV est géré par une société coopérative simplifiée qui regroupe les opérateurs de téléphonie et les Fournisseurs d'accès Internet (FAI) et l'État à travers l'Agence nationale de promotion des TIC (ANPTIC). Le Point d'échange Internet, autre infrastructure réalisée dans le cadre du PRICAO, vient améliorer et faciliter les échanges de

trafic internet locaux et l'accès au contenu local. Ces réalisations structurantes permettent au Burkina Faso de s'affranchir des difficultés rencontrées par les pays enclavés n'ayant pas d'accès direct aux câbles sous-marins pour leur accès Internet.

« Ces infrastructures viennent résoudre un problème fondamental pour l'ensemble des opérateurs de téléphonie et des fournisseurs d'accès Internet, qui est l'accès aux câbles sous-marins à des tarifs raisonnables. La pose de la fibre optique et l'acquisition de la capacité pour trois ans à un tarif intéressant, créent aussi un certain dynamisme sur le marché de l'Internet », soutient Philippe Goabga, directeur des Affaires corporatives et de l'International d'un fournisseur de la place et par ailleurs président du comité de gestion du PAV qui salue la vision du chef de l'État en matière de promotion des TIC.

« On remarque un État stratège qui a décidé de faire du numérique, un des leviers du développement. Il y a une stratégie qui a été pensée et qui s'exécute au fur et à mesure », souligne-t-il. En effet, les principaux projets dans le domaine prennent en compte les différents goulets d'étranglement du secteur pour l'amélioration de la qualité, pour l'amélioration de la pénétration des TIC au Burkina Faso. Et « en tant qu'opérateur, cela nous a permis d'avoir de la capacité à des tarifs vraiment étudiés et très intéressants. Cela nous a permis également d'améliorer la qualité de services aux abonnés », se réjouit monsieur Goabga.

Le RESINA en nette amélioration

L'ANPTIC a pu acquérir auprès du PAV, 1 giga de capacité qui vient améliorer significativement le Réseau informatique



« Pour le moment, nous avons 5 giga de capacité et il y a des démarches en cours pour augmenter cette capacité pour atteindre 10 ou 15 giga », selon le président du comité de gestion du PAV, Philippe Goabga

de l'Administration (RESINA). Et avec l'inauguration d'un PAV à Bobo-Dioulasso, l'ANPTIC a doublé sa capacité avec l'acquisition d'un giga supplémentaire. De plus, le déploiement de la fibre optique, en milieu urbain, a permis un accroissement du nombre de bâtiments raccordés dans les chefs-lieux de région. Un bilan fait ressortir un accroissement du nombre de bâtiments administratifs raccordés par fibre optique au RESINA en région, de 52 en 2016 à 658 en fin 2018. Et la bande passante internationale utilisée par l'administration publique pour



Le directeur régional du Contrôle des Marchés et des Engagements financiers du Centre-Sud, Iwaoga Pouya note une amélioration de la connexion avec la fibre optique

acheminer le trafic Internet est passée de 120 Mbps à 480 Mbps entre 2016 et 2018. Parallèlement, le gouvernement a travaillé au renforcement du RESINA à travers le déploiement de 49 pylônes pour les liaisons sans fil ; la mise en service de 63 stations LTE (Long Terme Evolution, une technologie sans fil en haut débit) et 30 liaisons sans fil point à point et 04 stations satellitaires O3b (Over 3 billions) ; l'interconnexion au RESINA par la LTE de 171 bâtiments administratifs et le renforcement de 118 réseaux locaux.

Dans la région du Centre-Sud, la ville de Manga est connectée au RESINA par fibre optique. « Avant, au niveau de Manga, on avait des soucis avec la connexion Internet. Que ce soit au niveau des financiers ou au niveau des collectivités, pour lancer certains marchés, il faut envoyer des mails depuis Ouaga et c'était vraiment compliqué », reconnaît le Secrétaire général du Conseil régional du Centre-Sud, San Traoré. Avec le PRICAO, « la ville de Manga est maintenant connectée et des services publics en mission dans la ville viennent se connecter le plus souvent à la mairie pour traiter leurs dossiers », renchérit le Secrétaire général de la mairie de Manga, Halidou Boundané.

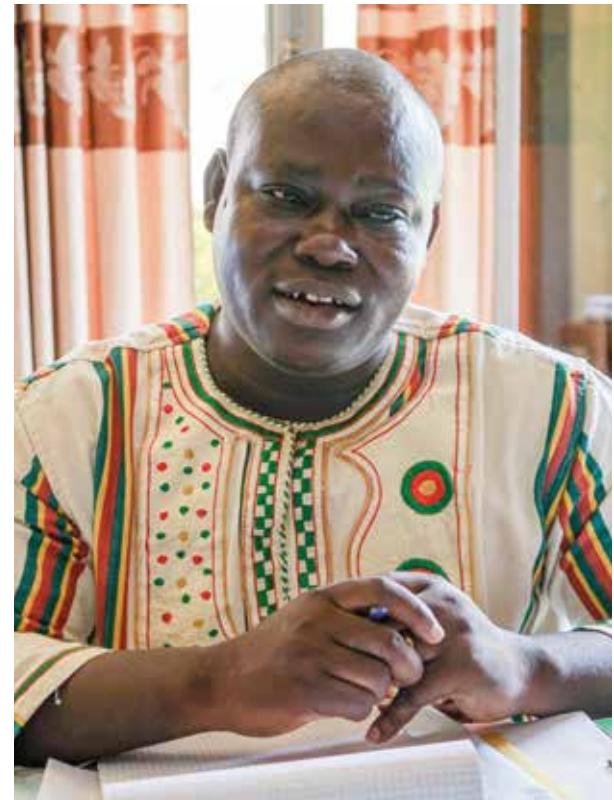
Au niveau de la Direction régionale du Contrôle des Marchés et des Engagements financiers du Centre-Sud, « il y a eu une amélioration avec l'augmentation de la puissance du débit », note le correspondant informatique, Mahamadou W. Diarra. Même son de cloche à la Direction régionale des Impôts et à la Direction régionale de l'Éducation nationale où la connexion à la fibre optique a donné un coup d'accélérateur au traitement des dossiers. « On est vraiment soulagé avec l'avènement du projet PRICAO et on gagne en temps et en papier », soutient le Secrétaire général du Conseil régional du Centre-Sud.

Outre les services publics, la disponibilité de la capacité Internet sur place au PAV a permis aux opérateurs et aux fournisseurs d'accès internet d'offrir des services moins coûteux aux consommateurs. « Nous prenons 2 giga de capacité au PAV et cela nous a permis de faire face à la concurrence sur le marché de l'Internet. Aussi, nous avons amélioré la qualité de nos services et offert des tarifs abordables aux consommateurs », a indiqué Philippe Goabga.

Une capacité de bande passante multipliée par plus de trois

D'importants résultats ont été engrangés après quatre années de mise en œuvre de l'action publique en matière de développement d'infrastructures du numérique. Grâce au renforcement de l'installation de la fibre optique, de centres de données et d'un point d'atterrissement

virtuel, la capacité internationale de bande passante Internet a été portée à 44,3 Gbps en 2019, contre 12 Gbps en 2016. La mise en service le 04 septembre dernier, du point d'atterrissement virtuel et du point d'échanges internet à Bobo-Dioulasso, la deuxième ville du pays, va encore booster les indicateurs dans le domaine du numérique au Burkina



Le secrétaire général du Conseil régional du Centre-Sud, San Traoré : « Cette connexion nous permet également de travailler pour la visibilité de notre région »

Faso. En effet, le pays va passer de 44 gigabits avec les efforts conjugués, à 60 gigabits en fin 2020. Ainsi, la mise en service de 15 gigabits supplémentaires permettra également de faire passer la bande passante internationale globale disponible au Burkina à plus de 60 Gbps en 2020.

Le taux de pénétration de l'Internet est, quant à lui, passé de 6 % en 2015 à 30,4 % en 2019. Ces progrès ont notamment été rendus possibles grâce aux efforts de maillage du territoire en fibre optique, dont 861,8 km déployés en 2019 et 3 408 depuis 2016, grâce aux efforts conjugués de l'administration publique et des opérateurs de téléphonie. 390 sites ont par ailleurs été raccordés au Réseau informatique national de l'administration (RESINA), dans le cadre du projet qui vise à mettre à disposition de l'administration, l'infrastructure Cloud.

En effet, depuis 2016, le Burkina Faso a entrepris la mise en place d'une infrastructure Cloud accompagnant le secteur public et privé dans l'hébergement des services et données. L'infrastructure héberge en fin 2019, une trentaine de services et 570 utilisateurs de la plateforme e-learning.

Moumini YAMEOGO

Interconnexion Bolgatenga-Ouagadougou

Comment l'augmentation de l'offre énergétique a transformé 25 villages

L'offre énergétique s'est améliorée au Burkina Faso, grâce à l'interconnexion 225 Kv, Bolgatanga-Ouagadougou d'un coût de 55,6 milliards FCFA, qui a permis d'augmenter de 25 % la puissance de la Société nationale d'Électricité du Burkina (SONABEL). 25 villages électrifiés sur le tracé de la ligne connaissent une transformation.



Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré et son homologue du Ghana, Nana Akkufo-Ado procédaient à l'inauguration de la ligne 225 Kv Bolgatanga-Ouagadougou

Dagouma est un village situé dans la commune rurale de Toécé. Dans les champs, les tiges de mil sont courbées sous le poids des épis. Au loin, une sorte de toile d'araignée de couleur noir surplombe les champs. Cette toile, ce sont les branchements électriques dans ce village. Au marché, Idrissa Tapsoba, tenancier de buvette, écoute le bruit de son vieux frigidaire. Ici également, il y a une antenne parabolique. « Les jeunes viennent suivre les matchs ici. Hier, c'était plein parce que le Barça jouait », explique le jeune Tapsoba, qui s'empresse de servir une tasse de café à un client. Pour lui, l'électrification a transformé

son commerce. « Maintenant la bière est bien fraîche. En tous cas, nous sommes contents », dit-il dans un rire joyeux. Comme Dagouma, des villages dans les communes de Tanghin-Dassouri, de Nobéré, de Pô, de Bassemyam, de Kombissiri et de Ouagadougou, gouttent aux délices de l'interconnexion.

Les lampadaires éclairent le village

Dagouma a connu une transformation. Il y a trois moulins électriques, plus de quatre vidéo clubs, des ateliers de soudure métallique et la nuit, les lampadaires éclairent le village, décrit le président du Conseil villageois de Développement

(CVD), Souleymane Tondé. « Vraiment le courant a facilité la vie des gens dans ce village. Nos femmes ne font plus de longues distances pour aller moudre le mil. Nos enfants peuvent apprendre leurs leçons la nuit », soutient-il. Selon Souleymane Tondé, les femmes étaient obligées d'aller à Toécé, à une dizaine de kilomètres, pour moudre le mil.

Dans la commune rurale de Toécé, ce sont 7 villages (Binsboumbou, Sincéné, Dagouma, Koulpelé, Kossala, Nayalgué, Tinsobtenga) qui ont été électrifiés, selon le premier adjoint au maire, Mathias Tiendrebéogo. Pour lui, il y a eu un développement des activités économiques, réduisant du coup l'exode rural. « Avant, les jeunes partaient vers la



Des moulins électriques soulagent les femmes dans leurs tâches ...

ville. Mais avec le courant, chacun arrive à développer des initiatives. Nous disons merci au président du Faso. Nous voyons un grand changement depuis qu'il est venu au pouvoir », déclare-t-il.

Des activités économiques se sont développées

L'impact de l'électricité dans le développement des villages de la commune de Kombissiri est également palpable, selon le premier adjoint au maire de cette commune urbaine, Frédéric R. Kafando. « Dans notre commune ce sont les villages de Sabrago, Yargo, Ouidi, Monemtenga, Konioudou, qui ont été électrifiés. Nous remercions le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré. Il nous avait fait la promesse et cela est devenu une réalité. Nous en sommes très fiers », dit-il.

M. Kafando relève que dans ces villages, les habitants construisent désormais en matériaux définitifs, des activités économiques se sont également développées. « Tout ce que les gens venaient chercher en ville, ils les trouvent maintenant sur place parce qu'il y a des boutiques », précise-t-il. Là également, le maire a évoqué la réduction de l'exode des jeunes vers les villes, car ils peuvent entreprendre sur place.

De l'eau fraîche au village

A Monemtenga, un des villages électrifiés dans la commune de Kombissiri, plus de 100 ménages sont branchés au réseau électrique. Rasmané Ouédraogo et sa femme Awa Tiendrebéogo ont ouvert un commerce. Ils gèrent un kiosque et viennent d'acquérir un frigo neuf pour la vente de jus, de glace et d'eau fraîche. « Avant, nous ne rêvions pas de faire cet

investissement. Pour avoir des plaques solaires pour faire cette activité, il faut des moyens. Maintenant avec le courant, nous arrivons à nous réaliser. J'arrive à payer les factures et à m'occuper de ma famille, grâce à mes bénéfices », se réjouit-il.

Ancien secrétaire du Conseil villageois de Développement, Rasmané Ouédraogo, est celui qui a conduit la société chargée du projet dans le village. Aujourd'hui, il est content du développement économique que cela a entraîné dans le village. « Il y a au moins 7 kiosques dans le village. Tous les tenanciers gagnent quelque chose. Nous félicitons le président du Faso pour cette œuvre. Il nous a beaucoup aidés et je crois que la pauvreté va connaître un recul », indique-t-il.

Des emplois sont créés

Pour sa femme, Awa Tiendrebéogo, l'électrification a enlevé une épine de leur pied. « Avant, les femmes étaient obligées d'aller à Kombissiri, pour moudre le mil. Si tu n'as pas de vélo ou une moto, c'est vraiment difficile. Maintenant avec le courant, nous avons un moulin électrique. Nous sommes vraiment soulagées et nous avons maintenant du temps pour faire d'autres activités », explique-t-elle. Le président du CVD de Monemtenga, Habidini Ouédraogo, lui ne tarit pas d'éloges à l'endroit du gouvernement pour avoir choisi d'électrifier son village. Grâce au courant, dit-il, « des emplois se sont créés, il y a un éclairage public où les élèves viennent apprendre leurs leçons et les conditions de vie des populations se sont améliorées ». Au regard du bienfait de l'électricité, la demande est en augmentation et Habidini Ouédraogo souhaite de nouveaux branchements.

Rabalyan Paul OUEDRAOGO

Un taux d'électrification nationale en hausse

Le taux national de couverture électrique est passé de 33,32 % en 2015 à 38,68 % en 2019. En effet, la puissance installée a connu une augmentation, passant de 300 à 410 MW entre 2015 et 2019, avec la mise en service de plusieurs centrales thermiques et solaires, et de l'interconnexion Ouagadougou-Bolgatanga. En conséquence, la fréquence des délestages a beaucoup baissé comparativement aux années antérieures. De nombreux projets sont en cours ou en étude. Entre autres, le lancement des travaux de la ligne 330 kV de l'interconnexion entre le Nigéria, le Niger, le Burkina Faso et le Bénin (dorsale Nord) afin d'importer 150 MW à l'horizon 2022 depuis le Nigéria, la poursuite de la mise en œuvre du projet Backup solaire, la poursuite des réformes dans le secteur pour la concrétisation du second Compact Millénium Challenge Corporation sur l'énergie.

R.P.O. (source : rapport annuel de performance 2019, CSD)



... et Awa Tiendrebéogo n'a plus à parcourir une dizaine de kilomètres pour moudre son mil à Kombissiri

Programme d'Appui au Développement des Économies locales (PADEL)

« Ça développe vite une commune », selon le maire de Seytenga

Lancé le 18 novembre 2016 à Dori dans la région du Sahel par le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, le Programme d'Appui au Développement des Économies locales (PADEL) avait pour ambition d'éliminer la pauvreté et de réduire les inégalités entre les collectivités territoriales à l'horizon 2020. Quatre ans après son lancement officiel, les fruits de ce programme sont déjà à la hauteur des attentes des populations bénéficiaires.

Doté d'un budget global de plus de 396 milliards FCFA, le PADEL s'inscrit dans la mise en œuvre du Plan national de Développement économique et social (PNDES) dont l'objectif est « la transformation structurelle de l'économie burkinabè, pour une croissance forte, durable, résiliente, inclusive, créatrice d'emplois décents pour tous et induisant l'amélioration du bien-être social ».

A cet effet, « le PADEL intervient dans le développement des filières porteuses et la transformation des unités de transformation informelles. Il intervient également dans le développement des infrastructures socioéconomiques, de l'énergie, de l'inclusion financière et dans le domaine de la protection sociale », explique le Directeur régional de l'économie et la planification (DREP) du Sahel, Yaya Traoré.

La mise en œuvre de ce programme a concerné au départ les 4 provinces de la région du Sahel, faisant suite à la définition des infrastructures prioritaires par chaque commune. L'engagement



Le Directeur régional de l'économie et de la planification du Sahel, Yaya Traoré : « 20 000 personnes vulnérables ont été identifiées et devraient bénéficier chacune de cash transfert d'une valeur variant entre 30 000 et 40 000 FCFA »

des collectivités territoriales, leurs choix avisés, ont été le moteur de l'action dans le Sahel. « Nous avons très bien accueilli le PADEL qui est venu avec des activités très concrètes qui sont en train de révolutionner notre commune et notre région », se réjouit le 2^e adjoint au maire de Dori, Boubacar Cissé.

Des infrastructures pour booster le développement des collectivités

Selon la Direction régionale de l'économie et de la planification du Sahel, ce sont 300 infrastructures comprenant des gares routières, des boutiques marchandes, des hangars, des mini-laiteries, des marchés de bétail, des Centres de Santé et de Promotion sociale (CSPS), des sites maraîchers qui ont été réalisés dans les 26 communes de la région, à l'effet de développer ces collectivités.

Pour le 2^e adjoint au maire de Dori, Boubacar Cissé, la nouvelle gare routière de Dori, d'un coût de plus 590 millions FCFA, réalisée dans le cadre du programme et inaugurée le 20 février 2020 par le président du Faso, va propulser le développement économique de la région et lutter contre la pauvreté. La gare sera un concentré d'activités, qui généreront des bénéfices pour la population, notamment les gérants de parkings, les transporteurs, les restaurateurs, etc. Cette infrastructure qui fait déjà « la fierté » de la ville va également contribuer au développement du transport urbain, la gare étant située



La nouvelle gare routière de Dori va propulser le développement économique de la région



La présidente de la coopérative Djem Weli, Mme Maïga Roukiétou affirme qu'à travers leurs activités, elles soutiennent également leurs maris

hors de la ville, sur la route de Kaya. La commune rurale de Sneytenga, située à une dizaine de kilomètres de la frontière avec le Niger, a également bénéficié d'une gare routière, d'un hall central de marché de type II, de boutiques de rue et d'un forage dans le cadre du PADEL. Selon le maire de cette commune, Hamadou Tamboura, ces réalisations participent à l'augmentation des recettes communales avec les différentes taxes. Elles freinent l'exode des jeunes à travers la création d'emplois et offrent de meilleures conditions de travail aux femmes commerçantes. « Tout ça développe vite une commune », souligne M. Tamboura. Et « c'est tellement important dans la lutte contre la pauvreté et l'insécurité, que nous ne pouvons que remercier le gouvernement pour avoir imaginé ce programme », soutient le 2^e adjoint au maire de Dori, Boubacar Cissé.

Des revenus pour les populations à la base

Outre la réalisation de ces infrastructures, le PADEL a assuré le renforcement des capacités entrepreneuriales de 797 promoteurs et le financement de 697



Selon le maire de la commune rurale de Sneytenga, Hamadou Tamboura, les réalisations du PADEL participent à l'augmentation des recettes municipales à travers les différentes taxes

micro-entreprises, en faveur des femmes et des jeunes de la région. Dans ce sens, « 20 000 personnes vulnérables ont été identifiées et ont bénéficié chacune de cash transfert d'une valeur de 30 000 FCFA par mois pendant trois mois », souligne le DREP, Yaya Traoré. Handicapé moteur de son état, Damiba Tibandiba confectionne des lits, des

chaises et des tables dans la ville de Dori. « J'ai appris que le PADEL finançait les gens pour leurs activités économiques. C'est ainsi que j'ai postulé et eu un financement de 300 000 FCFA. Avec cet argent, j'ai pu acheter plus de matériel pour accroître mon activité et le rendement du travail », confie l'artisan. Grâce au PADEL, la coopérative simplifiée Dewral Liptako qui évolue dans la transformation du lait, a bénéficié aussi d'un accompagnement qui a boosté son activité. « Nous souhaitons que le président continue son action en faveur du développement. Il nous a beaucoup aidés et nous lui souhaitons une bonne santé », déclare la présidente de la coopérative, Mme Diallo Madina. Une autre coopérative, Djem Weli, qui regroupe une trentaine de femmes fait également partie des bénéficiaires du financement du PADEL. Cette coopérative qui fait du warrantage a bénéficié d'un prêt d'un million FCFA.



Damiba Tibandiba, artisan : « Je remercie les responsables du projet pour cet appui »

« Nous voulons simplement dire merci parce qu'avec ce soutien du PADEL, nous avons augmenté notre chiffre d'affaires, et engrangé des bénéfices qui ont profité aux membres de notre coopérative », indique la présidente de la coopérative, Mme Maïga Roukiétou.

« L'accompagnement du PADEL m'a aidé. J'ai pu assurer l'approvisionnement de ma boutique et j'ai même pu développer d'autres activités qui me rapportent », témoigne Hamidou Maïga, gérant d'une boutique de quartier à Dori.

Pour le 1^{er} vice-président du Conseil régional du Sahel, Issa Tindano, les réalisations du PADEL sont partout visibles dans la région et leurs impacts sur les bénéficiaires ne sont pas discutables. Au regard du succès du programme dans la région pilote du Sahel, le PADEL qui doit couvrir l'ensemble des treize régions du pays, s'est déjà étendu à cinq autres régions : l'Est, le Centre-Est, le Nord, la Boucle du Mouhoun et le Centre-Sud.

Moumini YAMEOGO

Programme d'urgence pour le Sahel

Des infrastructures durables et profitables au-delà de l'urgence

Le gouvernement burkinabè a entrepris la réalisation de plusieurs infrastructures en soutien au développement socio-économique de la région du Sahel dans le cadre du Programme d'urgence pour le Sahel (PUS-BF). C'est un ambitieux programme pour désenclaver la région, rapprocher les populations, renforcer leur résilience aux aléas structurels et conjoncturels, booster le développement des pôles économiques pour un développement endogène, une cohésion sociale et une paix renforcée et entretenuée.



Le CSPS urbain de Dori et le CMA de Sneytenga ont bénéficié de la construction de bâtiments dans le cadre du PUS-BF

Le PUS-BF est un programme de 455,34 milliards FCFA lancé le 3 août 2017 à Tongomayel dans la province du Soum, qui vise à contribuer à l'amélioration de la sécurisation des personnes et des biens et le développement économique et social dans la région du Sahel, à travers l'accès aux services sociaux de base et la résilience des populations, la gouvernance administrative et locale et la sécurité des populations et de leurs biens.

Un flux massif d'investissements

Pour ce faire, « on a assisté à un afflux des investissements dans la région avec la mise en œuvre du programme, tant du point de vue de l'accès aux services sociaux de base (éducation, santé, eau potable) que de la production

(agriculture, ressources animales et halieutiques) », selon le Directeur régional de l'Économie et de la Planification (DREP) du Sahel, Yaya Traoré. Il précise que le PUS a été élaboré et se met en œuvre dans un contexte où la région du Sahel présentait un retard sur certains indicateurs clés de développement. Cet afflux massif d'investissements devrait avoir donc pour impact d'améliorer substantiellement les conditions de vie et de travail des bénéficiaires directs que sont les populations, les collectivités territoriales, les chefs de circonscriptions administratives locales et les Forces de défense et de sécurité (FDS), poursuit le DREP.

Après trois années de mise en œuvre, en matière de santé, les résultats sont là. Des Centres de santé et de promotion sociale (CSPS) construits à Lely, Woulmassoutou, Sampelga et Tongomayel, une dotation de trois ambulances à la région (dont une pour le CSPS de Sampelga, une au CMA de Djibo), la construction de dépôts MEG

et d'incinérateurs dans les communes de Gorom-Gorom, Baraboulé, Tongomayel, Nassoumbou, l'extension du Centre médical urbain de Dori, du CMA de Sneytenga.

Plus de 2 500 latrines familiales

Pour soutenir l'éducation, plus de 23 écoles (préscolaire, primaire, post primaire, lycée) ont été construites. Les actions entreprises en matière d'accès à l'eau potable et à l'assainissement ont permis, à fin 2019, la réalisation de 127 forages positifs et de 7 systèmes d'AEPS, la réhabilitation de 87 forages, la réalisation de 2 566 latrines familiales et 213 puisards, la construction de 83 latrines publiques et institutionnelles, la réalisation de deux postes d'eau autonomes, la conduite d'études pour la réalisation de deux barrages dans la région.



Le commissariat de police de Sétenga va contribuer à la sécurisation de cette commune frontalière avec le Niger

Il faut noter des travaux d'entretien routier et d'aménagement de pistes en cours de plus de 125 km. Dans le domaine de l'urbanisme, on relève l'aménagement de sites en cours pour la construction de logements sociaux et économiques dans trois chefs-lieux de province (Gorom-Gorom, Djibo et Sebba).

En matière d'accès à l'énergie, il s'est agi principalement de la réalisation de travaux d'électrification rurale de dix (10) villages, de la construction de la ligne 90 Kv de l'interconnexion électrique Kongoussi-Djibo, et de l'interconnexion électrique Kaya-Dori, ainsi que le raccordement de la centrale hybride (PV réseau) de Sebba au réseau national. L'installation d'une station satellitaire terrienne 03B à Dori permettra l'amélioration de la connectivité dans la région.

Améliorer l'image du Burkina à la frontière

L'extension du marché de Bani, la réalisation de halls centraux des marchés à Falagountou, la construction de 105 hangars à Bangataka, Gorgadji et Kelbo, du marché de Sampelga, des gares routières à Boundoré et Sétenga, de 315 boutiques marchandes à Arbinda, de 4 laiteries à Diguel et Tin Akoff, participent au développement des activités économiques.

La construction de 12 préfectures, des clôtures de préfectures, du Haut-commissariat du Séno et de résidences de préfets à Arbinda, Diguel, Baraboulé, Djibo, Kelbo, Pobé-Mengao, Tongomayel, Koutougou, Sétenga et Nassoumbou, contribue au renforcement de la gouvernance administrative locale. Et selon Hamadou Tamboura, maire de Sétenga, « *au-delà de l'aspect utilitaire des infrastructures de l'administration publique, leur réhabilitation et mise aux normes revêtent un aspect diplomatique, et améliorent l'image du Burkina, au regard de la situation géographique frontalière de cette commune de la région* ».

La construction de commissariats de police de district à Bani, Koutougou et

Sétenga, la reconstruction de la brigade territoriale de gendarmerie de Déou et l'acquisition de 36 motocyclettes pour des services de sécurité de la région du Nord, participe de l'amélioration du maillage du territoire en infrastructures sécuritaires et du renforcement des capacités opérationnelles des FDS.

Le PADEL, en appui au PUS

Par ailleurs, les réalisations du Programme d'appui au développement des économies locales (PADEL) dans la région du Sahel, telles que la gare routière de Dori, celle de Sétenga, les boutiques de Gangaol, entre autres, contribuent à l'atteinte des objectifs du PUS-BF.

L'accompagnement en renforcement des capacités constitue un maillon important dans la chaîne de la mise en œuvre du programme. Des efforts se sont traduits par la formation de 45 jeunes de la région du Sahel pour l'obtention du permis de conduire, la conduite de cinq formations à l'entrepreneuriat, la mise en position de stage d'initiation à la vie privée de 68 jeunes (dont 35 femmes) et le financement de 12 projets de formation au profit de 188 bénéficiaires dont 172 femmes.

Dans la perspective d'une autonomisation des jeunes, des actions de communication et de formation ont été conduites sur les conditions d'accès aux financements des banques, des Fonds nationaux et les IMF. Par ailleurs, 175 entreprises de femmes du secteur informel à Djibo, Gorom-Gorom et Sebba ont reçu l'appui financier pour leur formalisation.

Le PUS élargi à cinq autres régions

Il faut noter aussi le renforcement de capacités de près de 250 agents de Police et de Gendarmerie dans la lutte contre le terrorisme, sans oublier l'appui humanitaire aux milliers de personnes qui se retrouvent dans des situations de détresse pour diverses raisons.

Au regard de l'urgence et des effets de sa mise en œuvre, le PUS-BF a été élargi en 2019 à d'autres régions (Centre-Nord, toute la région du Nord, Boucle du Mouhoun, de l'Est et Centre-Est). A sa conception, le PUS-BF était destiné à la région du Sahel étendu à quatre communes frontalières des provinces du Yatenga et du Lorum qui partagent les mêmes défis sécuritaires et socio-économiques que le Sahel.

Boureima LANKOANDE



En 2019, le PUS-BF a été élargi à d'autres régions

Promotion de l'emploi des femmes et des jeunes

Le PAE/JF, une réponse au chômage

Le Programme d'Autonomisation économique des Jeunes et des Femmes (PAE/JF) entre dans le cadre de la mise en œuvre du Plan national de Développement économique et social (PNDES) à travers son axe 3 : « Dynamiser les secteurs porteurs pour l'économie et les emplois ». Cette initiative du président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, lancée en juin 2017, dans le but d'accompagner les jeunes et les femmes, a permis à plus de 20 000 micro-projets d'être réalisés dans l'ensemble des 13 régions du pays.



L'appui de PAE/JF a permis à Francis Zoungrana d'améliorer ses rendements et devenir employeur

A Loumbila, dans la province de l'Oubritenga, région du Plateau central, Francis Zoungrana exploite un domaine familial de 4 hectares sur lequel il cultive de la tomate, du poivron, de l'oignon et de la pastèque. A 30 ans, il a bénéficié de l'accompagnement du Programme d'autonomisation économique des jeunes et des femmes pour la réalisation de son micro-projet. M. Zoungrana a reçu, en 2018, la somme de 250 000 FCFA. Avec cet appui, il a pu se procurer la fumure organique et un bœuf de trait. « Je suis vraiment très heureux de l'accompagnement du gouvernement à travers ce programme. Cela m'a permis d'améliorer mes rendements et même de pouvoir embaucher quelqu'un qui m'aide beaucoup dans le champ », exulte Francis Zoungrana. Même s'il aurait souhaité un montant plus élevé au regard de la taille de son champ, il reste reconnaissant au président du Faso. « Je remercie sincèrement le président du Faso et tout son gouvernement pour avoir songé à aider les jeunes et les femmes, à travers le PAE/JF. Ce serait

vraiment extraordinaire de pérenniser cette initiative, qui pourra contribuer à réduire le chômage des jeunes et des femmes au Burkina », soutient-il.

Une initiative salutaire

Dans la région du Centre, à Ouagadougou, Aminata Kiendré/Ouédraogo, 37 ans, évolue dans la restauration. Elle a commencé en 2005 avec la vente de bouillie qui, selon elle, « marchait bien jusqu'en 2017, où le marché commence à chuter ». Alors, elle décide de se lancer dans le commerce de mets locaux comme le haricot, le riz, le babenda, et l'attiéké. Madame Kiendré va alors se tourner vers le PAE/JF. « Dès que j'ai appris que le président du Faso veut accompagner les femmes et les jeunes, j'ai constitué mon dossier où je négociais la somme de 200 000 FCFA pour améliorer mon restaurant. J'ai pu, avec cette somme, acheter un foyer, des assiettes, des cuillères, un sac de riz, et du haricot », poursuit madame Kiendré. Pour cette restauratrice, le programme lui a été d'une grande aide car elle a pu, avec ce soutien, se trouver un local pour son activité et embaucher une dame

qui l'appuie dans son restaurant. « Cette initiative du président du Faso est vraiment à louer car elle permet à toute personne honnête et désirant réussir dans sa vie d'avoir de quoi démarrer son activité. Je le remercie donc de tout cœur et espère que le programme pourra se poursuivre pour le grand bonheur des femmes et des jeunes », ajoute Aminata Kiendré.

Quatre fonds soutiennent le programme

A l'instar du jeune Francis Zoungrana et de madame Aminata Kiendré, ils sont près de 20 000 jeunes et femmes Burkinabè à bénéficier du financement PAE/JF, après seulement deux années de mise en œuvre. Avec l'objectif de lutter contre le chômage et le sous-emploi des jeunes et des femmes, le programme s'est doté d'un budget de 16 milliards et demi FCFA, pour une phase de trois ans. A terme, 30 000 micro-projets seront financés et des porteurs formés à l'éducation financière, à la gestion, à la comptabilité, et à la vie coopérative et associative pour les groupements et associations. Les financements du



Aminata Kiendré: « j'espère que le programme pourra se poursuivre au grand bonheur des femmes et des jeunes »

programme se font sous deux modèles, le financement direct et le financement indirect.

Pour le financement direct, le programme se réfère à quatre fonds nationaux déjà existants pour atteindre les promoteurs. Ce sont, le Fonds d'Appui aux Initiatives des Jeunes (FAIJ), le Fonds d'Appui au Secteur informel (FASI), le Fonds d'Appui à la Promotion de l'Emploi (FAPE) et le Fonds d'Appui aux Activités rémunératrices des Femmes (FAARF). Ces structures sont chargées de réceptionner les dossiers des promoteurs, qui seront examinés en session ordinaire du programme. Les dossiers retenus pourront être financés avec un taux d'intérêt attractif. Selon le coordonnateur du programme, Soumaila Bitibaly, « pour les prêts allant de 100 000 à 1 million FCFA, les femmes de 18 à 60 ans ainsi que les jeunes de 18 à 50 ans rembourseront leur emprunt avec un taux d'intérêt de 1%, tandis que les personnes vivant avec un handicap le feront avec un taux d'intérêt de 0%. Les étudiants avec le niveau BAC+2, peuvent bénéficier d'un prêt allant de 1 million à 1 million 500 avec un taux d'intérêt de 2% ». La durée des différents prêts est de trois ans, avec des différés accordés en fonction de la nature de l'activité de chaque promoteur.

En ce qui concerne le financement indirect, il s'agit d'un partenariat avec la Société financière de garantie interbancaire du Burkina (SOFIGIB). Le programme place à la SOFIGIB, un fonds de garantie, pour partager avec les banques et les établissements financiers, une partie des risques qu'il encourt à court, moyen et long termes pour accompagner les promoteurs. « De nombreux jeunes ont, en effet, des projets dont le coût va au-delà des sommes sus-énoncées. Cela peut même aller jusqu'à 10 millions FCFA. Nous les orientons vers la SOFIGIB qui analyse les différents dossiers avant tout accompagnement. La SOFIGIB peut garantir en fonction du risque. Elle accorde un taux de garantie d'au plus 70 % », précise le coordonnateur du programme.

En deux ans de mise en œuvre, le bilan du Programme d'autonomisation économique des jeunes et des femmes est satisfaisant avec 20 000 promoteurs formés, et leurs micro-projets financés à hauteur de 10 milliards FCFA, des créations d'emplois, et surtout, l'autonomisation de plusieurs milliers de femmes et jeunes assurés. Et, comme Francis Zoungrana, de nombreux jeunes et femmes souhaitent la reconduction du programme.

Le coordonnateur, lui, reste confiant au regard du nombre de dossiers examinés à chaque session, avec un accent particulier sur le renforcement des capacités d'intervention des fonds de financement et l'allègement des conditions d'accès.

Sidpayeté Éléonore OUEDRAOGO



Selon le coordonnateur du programme, Soumaila Bitibaly, l'engouement est tel qu'il est indispensable de reconduire le programme

Route Déougou-Tougan

Fin du calvaire dans une région à forte production agricole

Tougan est à moins d'une heure de Déougou, aujourd'hui. Avant le bitumage de cet axe long de 91 km, il fallait presqu'une demi-journée de voyage. Ce calvaire des populations de la Boucle du Mouhoun, « le grenier du Burkina Faso », relève maintenant du passé.



Le bitumage de la route nationale n° 10 vient désenclaver une région, mettant fin à un calvaire longtemps enduré par les populations

La route nationale n° 10, Déougou-Tougan a été inaugurée le 26 juin 2019, par le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré. Le bitumage de cette route, longue de 91 km, a coûté plus de 29 milliards FCFA, financé par la Banque islamique du Développement (BID) et le budget de l'État.

Le maire de la commune de Déougou, Karim Lomboza Kondé s'en réjouit, car « la route a fluidifié le trafic dans notre commune. Avant pour aller à Douroula, situé à 25 km de Déougou, il faut au moins une heure de temps ».

Pour le maire de la commune de Tougan, Edouard Zerbo, cette route était très attendue par les populations : « Nous remercions le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, qui a transformé le rêve des populations en réalité ». Il soutient que Tougan n'est plus isolée, mieux, la ville est accessible, grâce à la route. « Il y a deux ou trois ans de cela, nous faisions Tougan-Déougou en 4 ou 5 heures de temps. Aujourd'hui nous avons 45 minutes pour aller à Déougou ».

Selon Mme Aminata Guira, agent domanial, habitante de la commune de Di, les usagers de la route gagnent actuellement en temps et en économie. « Il y a de plus en plus de sociétés de transport qui prennent la route. Nous pouvons effectuer un voyage à tout moment. Avant, c'est tout un problème. Vous ratez le bus de 7h vous n'avez plus d'autres occasions », indique-t-elle.

La route du développement

La réduction du temps de trajet a augmenté, de facto, le trafic entre Tougan-Déougou-Bobo-Dioulasso. En effet, le nombre de sociétés de transport en commun a aussi augmenté. Ce sont maintenant une dizaine de compagnies de transports qui desservent la ville, avec plusieurs départs chaque jour. « C'est grâce à cette route que nous venons maintenant à Tougan. Les gens nous réclamaient mais vu l'état de la route, nous ne pouvions pas venir », explique le chef de gare d'une compagnie à Tougan, Mamadou Sanon.



Le maire de la commune de Tougan, Edouard Zerbo a remercié le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, qui a su transformer le rêve des populations en réalité



Des sociétés de transport en commun se sont installées à Tougan

Le convoyeur d'une autre compagnie, Sinali Kéïta, lui, soutient qu'avant, il fallait toute une journée pour faire Bobo-Dioulasso-Tougan. Avec la route maintenant bitumée, en 4 heures, le voyage se fait aisément. Il ajoute que la route est facteur de développement, expliquant que l'activité commerciale a eu un regain à Tougan.

Ce constat est soutenu par les habitants de la ville de Tougan. « Nous sommes vraiment content du bitumage de cette route. Tougan va se développer. Nous avons maintenant des sociétés de transport en commun, ce qui n'était pas le cas. Il peut y avoir dix départs pour Bobo-Dioulasso par jour », s'exprime à cœur joie, Seydou Traoré, agriculteur au secteur n° 2 de Tougan. Selon lui, la route va permettre d'écouler les productions et éviter leur bradage. Et Boukaré Paré, menuisier au secteur n° 1 de Tougan de témoigner : « Cette voie nous soulage beaucoup. Nous arrivons facilement à

satisfaire la demande de nos clients. Avant, nous pouvions faire une semaine à Bobo pour livrer nos marchandises ». Il ajoute que le transporteur attend d'avoir beaucoup de marchandises et de passagers avant de quitter Bobo-Dioulasso. « Et après vous pouvez passer deux jours sur la route, parce que la voiture tombait en panne. Si ce n'est pas une crevaison, ce sont les lames qui sont cassées », précise, le menuisier.

Dans les villages et les communes traversés, les populations et surtout, les propriétaires de commerce sentent leurs activités prendre de l'essor. Boureima Belem, vendeur de pièces de rechange de motocyclette à Gassan, une commune rurale dans la province du Nayala, espère engranger beaucoup plus de bénéfices dans son activité. Adama Dianda, commerçant de marchandises diverses renchérit : « Grâce à cette route nous recevons des voyageurs. Ils viennent

acheter nos produits et nous arrivons également à nous approvisionner facilement en produits divers ».

Pour s'approvisionner en marchandises, il fallait passer par Yako pour venir à Gassan, à partir de Ouagadougou. « Nos marchandises pouvaient faire plus de trois jours sur la route. Certains produits se gâtaient, ce qui était un grand dommage pour nous. Maintenant nous passons par Dédougou. Nos produits arrivent à temps, ce qui nous aide beaucoup dans notre activité », se réjouit-il.

Le désenclavement de la région de la Boucle du Mouhoun se poursuivra avec l'achèvement du bitumage de la route Didyr-Toma-Tougan en cours, et les projets de bitumage des routes Tougan-Lanfièra-Di et Tougan-Ouahigouya.

Rabalyan Paul OUEDRAOGO

Plus de 1 512 km de route sont en travaux de bitumage, de renforcement ou d'entretien périodique sous le magistère du président Roch Marc Christian Kaboré. Plus de 800 km sont achevés et plus de 712,52 km, en cours d'exécution. Des voies urbaines ont été bitumées ou réhabilitées dans les villes de Ouagadougou, Bobo-Dioulasso, Koudougou, Ouahigouya. En outre, les villes ayant abrité les festivités du 11-Décembre ont bénéficié de bitumage de route allant de 30 à 50 Km : Kaya, Gaoua, Manga et Tenkodogo. Des études de travaux de bitumage dont 2 portant sur un linéaire de 421,04 km ont été achevées et 5 autres, d'un linéaire de 539 km, sont en cours de réalisation. De 2016 à fin 2019 ce sont 2 033 kilomètres de pistes rurales qui ont été aménagées.

R.P.O.



Le président du Faso procédant à l'inauguration de la route nationale n°10, le 26 juin 2019

Pont de la Sirba sur l'axe Bogandé-Fada

Une infrastructure qui “rapproche les villages”

Les populations de la région de l'Est et particulièrement celles de la province de la Gnagna, ont une épine en moins à leurs pieds, grâce à la construction du pont de la Sirba. L'infrastructure longue de plus de 300 mètres, est le plus long jamais construit au Burkina Faso. Il fait aujourd'hui la fierté d'une population et des usagers qui louent son impact sur leur vie quotidienne, le désenclavement des villages de la province, le développement des activités économiques et la mobilité des populations.



Le pont de la Sirba participe aujourd'hui à relier les villages de la localité

Toutes les couches sociales se félicitent de la réalisation de ce pont et remercient les autorités qui ont permis sa construction. Des commerçants aux agents de l'administration en passant par les promoteurs de sociétés de transport, les conducteurs, les convoyeurs, les agents de santé, les enseignants, les riverains, les élus locaux, tous s'accordent sur les bienfaits du pont de la Sirba. Un regard dans un passé pas lointain, ce passage au niveau du cours d'eau de la Sirba ou simplement du barrage de la Gnagna, réveille des souvenirs douloureux.

Du pont de la mort à celui de la vie

Autrefois « pont de la mort » parce qu'il n'y en avait pas justement, « le pont de la Sirba est aujourd'hui le pont de la vie », affirme le maire de la commune de Bilanga, Bandiba Lankoandé, qui a connu la période où des gens y laissaient la vie, en tentant de traverser et où des malades en évacuation sanitaire étaient bloqués au niveau de la digue du barrage en saison des pluies. Pour lui, cette infrastructure soulage les 142 000 habitants de sa commune et au-delà toute la province de la Gnagna. Il a toujours en mémoire, tout comme Lazare Tindano, riverain et témoin du drame, ce souvenir de 2009, où un tracteur s'était renversé en pleine traversée, causant la mort d'une dizaine de personnes. « Depuis ce drame, des promesses ont été faites et nous avons attendu longtemps,

jusqu'à la concrétisation en 2017 de la promesse du gouvernement de Roch Marc Christian Kaboré que nous tenons à remercier », dit le maire. Il souligne que depuis la construction du pont, aucun décès n'a plus été enregistré à ce niveau. Selon Dayéri Damolga, directeur du centre médical protestant de Piéla, « On ne peut pas oublier les actions de ce gouvernement, parce que ce n'était que des promesses avant ».

Des souvenirs amers du passé

« Les voyageurs appelaient d'abord pour se renseigner sur le niveau de l'eau sur la digue avant de démarrer », rappelle le maire de Bilanga. « Sinon, en période de crue (NDLR : juillet et août), les voyageurs pouvaient séjourner deux à trois jours sur une rive, en attente de la baisse du niveau de l'eau pour traverser, atteindre l'autre rive et continuer le voyage », selon Yentemba Motandi Pallo, un conducteur sur l'axe Bogandé-Fada. « Il nous arrive parfois de rebrousser chemin quand on arrive et on trouve que le niveau de l'eau ne nous permet pas de traverser. Et là, certains passagers nous réclament la réparation des dommages, et d'autres attendent simplement le prochain départ », se rappelle Claude Sawadogo, convoyeur d'une compagnie de transport de l'axe Manni-Bogandé-Fada.

Les conducteurs des véhicules de transports en commun précisent que cela constituait un calvaire, non seulement pour eux, mais, surtout, pour leurs passagers, dont certains assistaient

impuissants au pourrissement de leurs marchandises périssables, toute la durée de l'attente. Un risque que ne se permettaient pas de prendre les commerçants comme René Lankoandé, de Piéla. « On arrêtait nos voyages en juillet et août au moment où le pont n'était pas construit. Aujourd'hui, nos activités prospèrent avec l'existence de ce pont et on ne se pose plus de question, quel que soit le moment, quand on veut effectuer un voyage sur cette route », déclare-t-il.

Un autre Bandiba Lankoandé, instituteur certifié, enseignant à l'école primaire Youra Yaari de Bogandé témoigne que les voyageurs comme lui devraient débourser au moins 3 000 FCFA pour se faire aider pour la traversée de la digue quand le niveau de l'eau le permet.

« Vraiment je suis heureux de mon pays »

La construction de cette infrastructure est un véritable soulagement, surtout pour les malades en évacuation sanitaire vers Fada N'Gourma, et qui devaient emprunter ce passage en saison des pluies. Pour Dayéri Damolga « avant la construction du pont de la Sirba, nous avions des malades en évacuation qui succombaient, parce que bloqués à ce niveau ». Selon lui, lorsque le passage était impossible, l'alternative était de faire le grand tour Piéla-Boulsa-Pouytenga-Koupéla-Fada, plus de deux fois le trajet direct. Depuis Bogandé, c'est le même trajet qu'effectue le conducteur Boundjoa Maxime Thiombiano pour pouvoir convoyer à Fada, les candidats aux concours directs de la fonction publique. « Le pont nous est donc très utile », se réjouit-il. Le Médecin chef du district (MCD) sanitaire de Bogandé, Palamanga Ouoba lui, précise qu'en cas d'extrême urgence, il référait les malades à Dori dans la région du Sahel. « Avec la construction du pont, nos malades ont accès au CHR de Fada, avec moins de difficultés qu'avant. Et aujourd'hui, quand on franchit ce pont, on se rappelle de tout ce qui se passait au temps du cassis. Vraiment je suis heureux », soupire-t-il.

Après la réalisation de ce pont, Daouda Nassouri, PDG d'une compagnie de transport, se projette déjà, sur le bitumage de la route, qui va sans nul doute accroître la mobilité des personnes et des biens sur cet axe routier

Amélioration de la mobilité urbaine

135 bus pour le transport des étudiants

Dans le but d'améliorer la mobilité des étudiants de leur zone de résidence vers les sites universitaires et de faciliter les voyages d'études, sportifs, culturels, sur les plans national et international et par ricochet, faciliter le transport urbain de la population, le gouvernement a conduit le projet d'acquisition de bus au profit des universités et grandes écoles de formation. Outre la mobilité des étudiants, ce projet a donné également une seconde vie à la Société de transport en commun de Ouagadougou (SOTRACO).



La réalisation de ce projet contribue également à la mobilité urbaine des populations

Le Projet d'acquisition de bus au profit des universités et grandes écoles de formation au Burkina Faso (PAB-UGEF), d'un coût de plus de 10 milliards FCFA, a permis l'acquisition de 135 bus, dont 60 bus de 70 places destinés au transport urbain des étudiants et 68 cars de 35 places et de 22 places pour les sorties d'études des étudiants. Le projet a concerné également la construction de garages et de parkings dans les villes de Ouagadougou, de Bobo-Dioulasso et de Koudougou et la formation de mécaniciens pour l'entretien et la maintenance des bus.

Les bus ont été répartis entre la SOTRACO, les instituts publics d'enseignement supérieur et de recherche, les grandes écoles publiques de formation, mais aussi certains instituts privés, figurant parmi les bien classés, dont les trois premières universités privées (l'Université Saint Thomas D'Aquin, l'Université Ouaga 3S et l'Université Aube Nouvelle), les neufs instituts de très bonne qualité (Ecole supérieure de microfinance (ESM), Institut supérieur de technologie (IST), l'École supérieure polytechnique de Kaya (ESPK), l'École supérieure de commerce et d'informatique de gestion (ESCO-IGES), l'Institut supérieur de santé humaine, l'Institut privé Online Center (IPOTC), l'Institut international de management de Ouagadougou (IIM) et l'Institut supérieur de gestion de Ouahigouya (ISGO) et les

trois premiers instituts de bonne qualité dont l'École supérieure des travaux publics de Ouagadougou (ESTPO), l'École supérieure de Commerce (ESC) et l'Institut supérieur de génie électrique du Burkina Faso (ISGE-BF).

Un projet qui sauve la SOTRACO de la faillite

La SOTRACO, en plus d'être bénéficiaire, a été choisie par le gouvernement pour la concession du service transport, au regard de son expérience de plusieurs décennies en matière de transport urbain. Selon le Directeur général de la SOTRACO, Pascal Tenkodogo, ce projet du gouvernement a permis à la société de renforcer son parc qui passe de 20 bus à 140 bus exploitables. Grâce à ce soutien, « on a lancé nos activités à Bobo-Dioulasso, le 29 juin 2018 et à Koudougou le 20 septembre 2018 », soutient M. Tenkodogo.

A cet effet, les étudiants et les populations de Sabou (25 km), Réo (15 km), Ramongo (10 km), Tenado (25 km) et des quartiers périphériques de la commune de Koudougou peuvent rejoindre en temps voulu, l'université Norbert-ZONGO et les autres services basés au chef-lieu de la région par le bus. « Avec l'ouverture du lycée technique de Koudougou, nous allons, en collaboration avec le ministère en charge de l'éducation, ouvrir une ligne pour faciliter l'accès aux élèves », indique le Directeur général de la SOTRACO.

De même, les étudiants et les populations de Loumbila, Ziniaré, Saaba, et Koubri peuvent rejoindre Ouagadougou en bus. Avec ces bus, la liaison entre les artères de la ville de Ouagadougou et le site de l'université de Ouaga 2 sera également une réalité.

Ce geste de l'État a permis à la société de se développer dans la deuxième ville du pays, au profit des étudiants et de la population. « A Bobo-Dioulasso, nous avons 12 lignes au total dont 2 lignes spéciales qui permettent de transporter les étudiants jusqu'à Nasso et une ligne intercommunale pour relier la commune de Bama », selon monsieur Tenkodogo.

« Dans le temps pour venir à Nasso, le transport des étudiants se faisait par les sociétés privées de transport qu'on louait, mais il faut reconnaître que c'était insuffisant », souligne le président de l'université Nazi-Boni, Pr Macaire Ouédraogo, qui se réjouit de l'arrivée de ces bus « qui facilitent la mobilité des étudiants ».

Comme résultat, « les cours débutent maintenant à l'heure puisque les étudiants qui venaient souvent en retard arrivent beaucoup plus tôt », précise Pr Ouédraogo. Pour le Directeur de l'Unité de formation en sciences humaines et en lettres et arts modernes (UFR-SH/LAM) de l'université Nazi-Boni, Clément Koama, le projet a permis d'élargir les plages horaires de leurs programmations. Et « à la fin des cours, quand on voit les étudiants rejoindre les arrêts de bus, on sent vraiment le changement », soutient-il.

L'amélioration de la qualité de l'enseignement passe également par l'amélioration des œuvres sociales dont le transport. « L'impact du projet, pour ma part, est largement positif et tout ce qui est mouvement d'humeur en rapport avec la mobilité, on n'entend plus parler depuis deux ans. Cela est dû à l'amélioration nette et franche de cette mobilité », ajoute le président de l'université Nazi-Boni.

Selon le maire de la commune de Bobo-Dioulasso, Bourahima Sanou, l'arrivée du bus dans la ville de Sya a permis de combler un manque et de proposer une autre offre de transport en commun, résolvant ainsi, un tant soit peu, la question de la mobilité.

Moumini YAMEOGO

Université virtuelle du Burkina Faso

Pour une formation de qualité sans restriction à l'acquisition du savoir

Le gouvernement burkinabè a mis en place l'Université virtuelle du Burkina Faso (UV-BF) dans la perspective de permettre à tout bachelier d'accéder à une formation de qualité. La création de cette université a été actée par arrêté ministériel en juillet 2017, et consolidé le 19 décembre 2018 par un décret pris en Conseil des ministres. Le Conseil des ministres du 10 juillet 2019 consacre l'érection de l'UV-BF en établissement public de l'État à caractère scientifique et technologique.

La mise en place de l'UV-BF découle du programme du chef de l'État décliné dans le PNDES, le développement du capital humain, où il s'est engagé à mettre en œuvre un système d'enseignement supérieur qui va générer des cadres compétents porteurs d'innovation.

Depuis deux décennies, l'enseignement supérieur de notre pays a été confronté à des difficultés structurelles marquées par l'insuffisance des infrastructures, le manque d'enseignants, un ratio étudiants/enseignants hors norme, les effectifs pléthoriques et croissants. Cette situation engendre aussi des crises au sein des universités et joue négativement sur la qualité de l'enseignement pour satisfaire les nouveaux besoins en termes de compétences. C'est pour résorber ces difficultés et répondre aux exigences du moment que le président du Faso a pris l'initiative de la création de l'Université virtuelle avec pour ambition de fédérer toutes les universités du Burkina Faso, publiques comme privées, autour d'une plate-forme technologique sécurisée qui va servir de miroir de dépôt du savoir. L'Université virtuelle selon son président, le Pr Jean-Marie Dipama, c'est simplement l'intégration des TIC dans la diffusion, le partage et l'acquisition du savoir, à travers les canaux numériques.

Une plateforme pour acquérir des diplômes aux normes du CAMES

« L'une des opportunités pour résorber les facteurs de la crise structurelle que vivent les universités publiques depuis deux décennies, c'est d'offrir la possibilité aux étudiants qui en ont envie, d'entreprendre des études supérieures », rappelle M. Dipama. Aussi, les apprenants n'auront pas exclusivement la contrainte du présentiel, ni celle de la capacité d'accueil.

En plus des étudiants que l'UV, dont le siège est en construction à Ouagadougou, va recruter pour elle-même, tout bachelier ou étudiant peut accéder à la plateforme, se former et acquérir ses diplômes répondant aux normes de



Le site de l'Université virtuelle en construction à Ouagadougou

l'institution CAMES. Les étudiants des universités connectées à la plateforme y ont d'office accès. Les étudiants sont suivis par des enseignants et des tuteurs. « La finalité de l'Université virtuelle c'est pouvoir offrir la possibilité à tout le monde d'accéder au savoir. Au final, l'Université virtuelle est destinée à améliorer l'accès et la qualité de l'enseignement supérieur, et de faire en sorte que l'on puisse faire de l'apprentissage tout au long de la vie », soutient son président.

L'UV-BF porte trois missions essentielles. Une mission pédagogique qui est de développer des offres de formation qui répondent aux besoins de l'économie actuellement. En se basant sur les secteurs prioritaires, l'UV offre trois programmes de formation sur les sciences fondamentales, les sciences du numérique, et les sciences transversales. La mission technologique lui permet, selon Pr Dipama, de « mettre en place une plate-forme technologique qui va héberger l'ensemble des cours délivrés dans toutes les universités du Burkina et aller chercher de la documentation en dehors du Burkina et la déposer sur cette plate-forme et rendre accessible l'ensemble de ces données à toute la communauté scientifique ». L'UV-BF ambitionne aussi mettre en place des laboratoires de recherche, de tests électroniques et de certification numérique, faire de la recherche dans le domaine de l'intelligence artificielle, la télémédecine dans le cadre de la 3^e mission Innovation/recherche.

Des espaces numériques ouverts dans toutes les régions

Le siège en construction à Ouagadougou ouvrira une nouvelle ère dans le système d'enseignement supérieur au Burkina Faso. A terme, en plus du siège, l'UV comprendra 16 espaces numériques ouverts (trois à Ouagadougou, deux à Bobo-Dioulasso, un dans chaque chef-lieu de région) qui lui servent de relais. « L'université virtuelle est là pour engager une nouvelle dynamique dans l'acquisition du savoir et l'ambition est d'en faire le moteur de la reconfiguration du système éducatif national », précise, le professeur Dipama.

En attendant, la plateforme technologique existe (Edu.gov.bf), avec les outils d'apprentissage et de recherche. Elle a été développée sur l'infrastructure G-Cloud. « Nous partons de nos propres potentiels que nous allons développer (...). C'est pour ça que nous avons fait le choix de développer notre plateforme sur le G-Cloud (...) avec le concours de l'expertise nationale », déclare Jean-Marie Dipama.

L'UV-BF est en partenariat avec les UV du Luxembourg et du Tchad et envisage la possibilité de développement d'une offre de formation conjointe sur la cybersécurité dans l'espace du G5 Sahel. Elle fait partie du Consortium africain pour le développement de l'enseignement virtuel (CODEV) mis en place en novembre 2018.

Programme présidentiel : « *un étudiant, un ordinateur* »

Économiser temps et argent, au-delà de l'amélioration des conditions d'études

Le programme du président du Faso : « *un étudiant, un ordinateur* », lancé le 30 avril 2020, est entré dans sa phase opérationnelle, avec la remise officielle des premiers ordinateurs aux étudiants, le jeudi 28 mai 2020 au sein de l'université Joseph-Ki-Zerbo. La mise en œuvre de ce programme témoigne de la détermination de Roch Marc Christian Kaboré à offrir un enseignement de qualité aux étudiants par l'amélioration de leurs conditions d'études.



« Aujourd'hui je suis content de recevoir cet ordinateur qui va beaucoup m'aider dans mes études », dit Amiller Combaré

A l'issue de cette cérémonie de remise, les bénéficiaires se réjouissent de cette acquisition qui, à plus d'un titre, va améliorer leurs conditions d'études et les rendements. « J'ai postulé pour l'ordinateur du programme présidentiel et j'ai été bénéficiaire de cet ordinateur. Vraiment mes mots de remerciement vont à l'endroit de l'ensemble du gouvernement », dit Mouhammad Bien, étudiant en Sociologie à l'université Joseph Ki-Zerbo.

Amiller Combaré, étudiant à l'université Joseph Ki-Zerbo, tout en remerciant les autorités et le président du Faso, a avoué n'avoir pas cru au départ. « Quand on annonçait le programme : un étudiant, un ordinateur, on pensait que c'était des histoires. Mais aujourd'hui je suis content de recevoir cet ordinateur qui va beaucoup m'aider dans mes études. Je remercie les autorités, le président Roch Marc Christian Kaboré », soutient-il. La subvention du prix de l'ordinateur

par le gouvernement a véritablement facilité l'acquisition des ordinateurs par les étudiants. L'étudiante en Linguistique Aminata Badian de l'université Joseph Ki-Zerbo s'est réjouie d'avoir reçu son ordinateur. « Je remercie l'État pour cette initiative car ça va permettre à beaucoup d'étudiants qui n'ont pas accès aux ordinateurs d'en avoir. L'État a subventionné 60 % et l'étudiant n'a plus qu'à payer 40 %. J'ai un mot pour le président du Faso. Je ne peux que lui dire merci pour cette initiative », précise-t-elle.

Au-delà de l'amélioration des conditions d'études, le programme : « *un étudiant, un ordinateur* » comporte d'autres avantages pour les bénéficiaires. « Je pense qu'avec l'acquisition de ces ordinateurs, ce serait plus facile pour nous de faire des recherches avec la connexion gratuite à l'université ici et dans les cités universitaires. En plus de ça, on pourra saisir nos textes à la maison et économiser l'argent qu'on dépensait

dans les cybers et autres », indique Antoine Dany Hervé Toé, étudiant en Technologie solaire appliquée à l'université Joseph Ki-Zerbo.

« Nous ne pouvons que sanctionner cette initiative par de meilleurs résultats », conclut Noura Nanema, étudiante en génie civile à l'École supérieure des Travaux publics de Ouagadougou.

Pour le président de l'université Joseph-Ki-Zerbo, Pr Rabiou Cissé, outre la modernisation de l'environnement de l'apprentissage, ce programme constitue un levier important pour l'innovation.

Le programme présidentiel : « *un étudiant, un ordinateur* » s'inscrit dans la volonté du chef de l'État d'utiliser les Technologies de l'information et de la communication (TIC) au service d'un enseignement supérieur de qualité avec pour objectif l'amélioration de la qualité des enseignements et des apprentissages pour les aligner sur les standards internationaux.

Boureima LANKOANDE



Pour Aminata Badian, la subvention de 60 % par l'État est très salutaire



La concrétisation de cette promesse du président du Faso sera sanctionnée par des résultats meilleurs selon Noura Nanema, étudiante à l'École supérieure des Travaux publics de Ouagadougou

Lycées scientifiques au Burkina Faso

Déetecter des génies pour impulser le développement

Les lycées scientifiques nationaux de Bobo-Dioulasso et de Ouagadougou qui recrutent les meilleurs élèves admis au Brevet d'études du premier cycle (BEPC) sont à mettre à l'actif du président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré. Un pari gagné pour un système éducatif de pointe.



Des élèves de la classe de 2nd C au LSN de Ouagadougou, pendant un cours de Mathématiques

Ouverts à la rentrée scolaire 2017-2018, les Lycées scientifiques nationaux (LSN) constituent le tremplin de l'excellence scientifique. Ce sont les meilleurs élèves au BEPC qui y sont recrutés. « Pour la première promotion, le premier avait 18,75 sur 20 de moyenne et le 30^e 17,36 de moyenne. A la deuxième promotion, le premier avait 18,80 de moyenne. Cette année (NDLR : 2019-2020) le dernier sur la liste d'attente, a 17,06 et le premier a 18,94 de moyenne », indique le proviseur du LSN de Bobo-Dioulasso, Mamadou Diakité. Tous des boursiers et à l'internat, les élèves admis dans ces établissements sont dotés en fournitures scolaires, et les parents n'ont pas à payer des frais de scolarité. Outre les disciplines scientifiques, les élèves bénéficient de cours d'informatique, de théâtre, de musique, un cours sur l'histoire des sciences. Le sport également occupe une place de choix. Pour la rentrée scolaire 2019-2020, l'initiation à la robotique a été introduite. Une autre innovation, c'est la programmation des drones.

La série "C" était un mythe

Les parents d'élèves sont admiratifs devant cette vision audacieuse du président du Faso. A Ouagadougou, une

coordination informelle regroupant une vingtaine de parents d'élèves inscrits au LSN de Bobo-Dioulasso a vu le jour. Pour Grégoire Zongo, porte-parole de la coordination, les LSN lui rappellent l'internat, l'École normale (actuelle lycée Bogodogo) qui a formé des élites. « Nous avons beaucoup applaudi la création de lycées scientifiques. La série "C" était devenue un mythe à tel point que beaucoup d'élèves n'en voulaient pas », dit-il.

Pour les responsables des deux lycées nationaux de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso, l'action du président du Faso est également saluée. « Pendant longtemps, on a parlé des lycées scientifiques. Il a fallu que ce président arrive, pour que ces lycées voient le jour, quand on sait l'importance de ces lycées dans la promotion des sciences », se réjouit, le proviseur du LSN de Bobo-Dioulasso, Mamadou Diakité. Et son collègue de Ouagadougou, Jean-Paul Boumboudi témoigne : « Je suis le mieux placé pour savoir que les séries scientifiques avaient des difficultés. J'ai fait 12 ans au lycée Bogodogo, mais je n'ai jamais eu en terminale "C" plus de 14 élèves. Les lycées scientifiques viennent dédramatiser cette situation et briser le mythe qui entoure la série "C" ». Pour lui, ce cadre spécial pour valoriser la série "C" est la bienvenue. « Il faut

féliciter les autorités. Sans la science, le développement est difficile, parce qu'il faut des ingénieurs, des concepteurs », dit-il.

Un engouement retentissant pour le recrutement

Pour la rentrée scolaire 2019/2020, les deux lycées nationaux avaient un effectif de 132 élèves chacun. Au début, chaque lycée a recruté 30 élèves. Mais au regard de l'engouement des parents, ils ont dû accroître considérablement les contingents pour la rentrée scolaires 2019-2020 en seconde. Ainsi à Bobo-Dioulasso comme à Ouagadougou, ce sont 70 élèves que chaque LSN a recruté pour cette rentrée. « A l'ouverture, les parents avaient des appréhensions. L'année qui a suivi, au regard des résultats engrangés, il y a eu plus d'engouement. Il y a une grande compétition dans les écoles et les moyennes de recrutement ont relativement augmenté », explique Mamadou Diakité. « Il y a un engouement. Les échos sont bons. Les premiers qui nous narguaient en disant que ça n'allait pas aller loin, ce sont les mêmes qui encouragent les parents », raconte le proviseur du LSN de Ouagadougou.

Pour Grégoire Zongo, les lycées scientifiques permettent aux meilleurs élèves de se mesurer entre eux. Une saine émulation qui, au lieu de réconforter les meilleurs dans leur position, les pousse à l'excellence. Déjà, des témoignages reçus, dit-il, les parents sont satisfaits de la formation des enfants. « Les résultats de mon enfant sont très satisfaisants. Que ce soit par les visites au lycée ou les bulletins qu'on nous ramène, nous avons eu l'occasion de faire les comparaisons avec les élèves qui sont restés dans leur établissement », déclare M. Zongo.

Les premières promotions des lycées scientifiques de Bobo-Dioulasso et de Ouagadougou se sont soumis à l'examen du baccalauréat au mois d'août de cette année. Sans surprise, les résultats ont été à la hauteur des attentes : 100 % d'admis.

Rabalyan Paul OUEDRAOGO

Éducation nationale

Augmentation et amélioration de l'offre pour une éducation de qualité

L'accès à une éducation de qualité est inscrit au rang des priorités du programme quinquennal du président du Faso. Pour ce faire, le gouvernement a investi fortement dans les infrastructures et les ressources humaines, de même que dans une formation professionnelle plus en adéquation avec les besoins de l'économie, pour offrir aux élèves burkinabè la possibilité d'acquérir le savoir dans de meilleures conditions.

Dans cette perspective, la résorption des salles de classe sous paillote est un engagement que Roch Marc Christian Kaboré a pris et a mis tout en œuvre pour respecter. « *Conscient qu'un cadre d'enseignement et d'apprentissage sain et attrayant contribue à l'amélioration de l'accès et de la qualité de l'éducation, vous avez fait de l'élimination des salles de classe sous paillote un défi majeur de votre quinquennat* », déclarait le ministre de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues nationales, Pr Stanislas Ouaro à l'occasion de la cérémonie de lancement de la construction de complexes scolaires à Sandogo. Dans cette optique, l'engagement a été pris en novembre 2015 de résorber 4 353 salles de classe sous paillote répertoriées.

Selon le ministère en charge de l'éducation, en dépit de la crise sécuritaire et les revendications sociales sans précédent que traverse notre pays et qui occasionnent des régulations budgétaires et compromettent le financement des investissements structurants, 1 870 salles de classe sous paillote ont été résorbées entre 2016 et 2018, et 642 salles résorbées en 2019 soit un total de 2 578 salles de classe à la fin 2019 avec un pourcentage de réalisation de 59 %.

300 nouvelles salles de classe pour l'année scolaire 2019-2020

Avec l'appui de la République populaire de Chine, qui s'est engagée à accompagner l'État burkinabè dans l'amélioration des conditions d'apprentissage, ce sont au total 300 salles de classe sous paillote qui seront résorbées dans les régions de la Boucle du Mouhoun, du Centre-Ouest, des Hauts-Bassins, du Nord et du Plateau central.

Ce pays ami a entrepris la construction de 100 complexes scolaires, pour soutenir l'effort du gouvernement burkinabè. Chaque site est composé de 3 salles de classe équipées, avec un bureau et un magasin, ainsi que d'un forage et de deux blocs de latrines, soit un pour les élèves et un pour le personnel enseignant.

Ces complexes viennent s'ajouter aux deux autres déjà construits par l'Empire du soleil levant dans les villages de



Le président du Faso a procédé au lancement de la construction de complexes scolaires à Sandogo dans la région du Plateau central

Zamsin dans la commune de Sabou et de Bomboré dans la commune de Mogtédou.

Il était également prévu dans le PNDES la normalisation des écoles par la construction de salles de classe à l'horizon 2020. En fin juin 2019, ce sont au total 1 979 salles de classe qui ont été construites. Et 147 établissements préscolaires ont été bâties et équipées. Les statistiques du ministère en charge de l'éducation indiquent également que 497 nouveaux collèges d'enseignement général (CEG) ont vu le jour. Avec un tel résultat, les objectifs du projet de construction de 310 nouveaux collèges du post-primaire à l'horizon 2020 ont été atteints, avec un excédent fort appréciable. La cible est certes atteinte, mais il restait quelques situations de salles d'emprunt à régler. L'adoption, en septembre 2017, par le Conseil des ministres, de la construction de 394 blocs de 2 salles de classe va dans le sens de la résolution de ce problème au post-primaire. En outre, 69 lycées d'enseignement général, 8 lycées scientifiques dont deux lycées scientifiques nationaux à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso et cinq centres de formation technique et professionnelle, sont en cours de réalisation.

La stratégie adoptée pour la construction de ces centres est la mutualisation des ressources du dispositif national et l'approche

d'introduction de l'enseignement et de la formation technique dans les structures d'enseignement général. Toujours dans sa volonté de former les jeunes burkinabè aux métiers, le gouvernement, dans le cadre de la mise en œuvre du PNDES, avait inscrit la construction de quatre lycées professionnels et deux lycées techniques régionaux.

Des recrutements conséquents

Outre l'accroissement des infrastructures éducatives et de formation, afin d'assurer l'animation de ces lieux d'éducation et d'apprentissage, 7 174 enseignants ont été recrutés et formés au profit du post-primaire et du secondaire général, professionnel et technique. A cela, il convient d'ajouter les 7 417 jeunes diplômés, recrutés pour enseigner dans le post-primaire dans le cadre du Programme emploi-jeunes pour l'éducation nationale (PEJEN).

Enfin, pour faciliter les conditions d'apprentissage, de 2016 à 2019, plus de 6 185 bourses ont été octroyées aux élèves du secondaire issus de familles à revenus modestes, notamment les jeunes filles. Au cours de la même période, ce sont au total, 10 286 élèves du post-primaire qui ont bénéficié de bourses.

Moumini YAMEOGO

Zéro corvée d'eau

Satisfecit dans la Boucle du Mouhoun et les Hauts-Bassins

L'engagement « Zéro corvée d'eau » du président du Faso avait pour objectif de permettre l'accès à l'eau potable pour tous. Sur le terrain, les réalisations sont visibles et les bénéficiaires témoignent leur reconnaissance au chef de l'État. Zoom sur les régions de la Boucle du Mouhoun et des Hauts-Bassins.



Nombre de villages de la Boucle du Mouhoun et des Hauts-Bassins ont bénéficié de forages entre 2016 à 2019

La mise en œuvre du programme présidentiel, dans son volet accès à l'eau potable, dans la région de la Boucle du Mouhoun, a permis de noter des acquis majeurs, selon le Directeur régional de l'Eau et de l'Assainissement, Romuald Sompougdou. Sur le plan des infrastructures, de 2016 à 2019 le programme présidentiel a permis la réalisation de 693 forages équipés de pompes à motricité humaine, et la réhabilitation de 210 autres. Pour les Adductions d'eau potable simplifiées (AEPS), la région a enregistré la réalisation de 31 ouvrages dans plusieurs localités, et la réhabilitation de 10 autres. « Tous ces efforts ont permis de faire passer le taux d'accès à l'eau potable dans notre région de 62,5 % en fin 2015 à 67,1 % en fin 2018 soit une progression de 4,6 %. Cette progression a permis de desservir plus de 150 000 personnes supplémentaires dans notre région », indique Romuald Sompougdou. La distance parcourue pour avoir accès à l'eau potable est désormais entre 1 Km et 2,5 km dans cette région.

La joie des bénéficiaires dans la Boucle du Mouhoun

Dans le village de Tikan, commune de Tchériba, province du Mouhoun, le programme a permis la réalisation d'une adduction d'eau potable simplifiée. Muni d'un système de stockage de 50 m³ alimenté par l'énergie solaire, l'ouvrage permet de desservir plus de 3 550 personnes à partir de sept bornes

fontaines, ainsi que des branchements privés.

Venue à une des bornes fontaines pour chercher de l'eau, Mme Salimata Sako salue l'action du gouvernement qui leur permet aujourd'hui d'avoir de l'eau potable. Au-delà de la propreté de l'eau, les bornes fontaines leur permettent d'avoir accès à l'eau sans parcourir une longue distance et de vaquer à d'autres occupations. En plus des bornes fontaines, des branchements privés à domicile ou dans des services publics sont possibles avec les AEPS.

En début 2019, le village de Sourï, dans la province du Mouhoun, a bénéficié aussi d'une AEPS composée d'un château d'eau d'une capacité de stockage de 30 m³, de 6 bornes fontaines, le tout alimenté par un groupe électrogène. Les équipements permettent de desservir plus de 3 000 personnes.

Des avancées significatives dans les Hauts-Bassins

Le village de Passakongo, dans la commune de Dédougou a bénéficié en juillet 2019 de la réalisation d'un forage pour permettre à au moins 300 personnes d'avoir accès à l'eau potable. « Ce forage nous a donné la vie et le bonheur. Avant, nous enlevions l'eau dans des puits et il fallait parcourir de grandes distances pour avoir accès à l'eau. Maintenant l'eau est à nos portes », indique Haoua Boly. C'est dans cette même logique que le village de Kari, dans cette commune de Dédougou, a vu la réalisation d'un forage en 2019 au grand bonheur de sa

population. Pour le président du Conseil villageois de développement (CVD), Paul Tougouma, les femmes étaient obligées de faire plus de 7 Km pour avoir accès à l'eau potable. Mais avec la réalisation de ce forage, la corvée d'eau pour ces femmes est devenue un vieux souvenir. La région des Hauts-Bassins présentait le taux le plus faible en matière d'accès à l'eau potable en 2015 avec 49 %. Mais les efforts du gouvernement ont permis de remonter ce taux d'accès à 55 % en 2018. Selon le chef de service approvisionnement en eau potable de la direction régionale de l'Eau et de l'Assainissement des Hauts-Bassins, Mme Colette Tiendrebeogo/Nakelsé, de 2016 à juin 2019, 18 AEPS ont été réalisées dans la région et 9 AEPS réhabilitées. Ce qui a permis la réalisation, au total, de 70 bornes fontaines et 130 branchements privés. En outre, ajoute Mme Tiendrebeogo, 556 forages ont été réalisés pendant cette période et 256 autres réhabilités. Tous ces efforts ont permis à la région de se conformer aux normes nationales qui sont d'un forage pour 300 habitants, une borne fontaine pour 500 habitants. Selon ces normes, la distance maximum d'un forage aux usagers est de 1 Km.

Ambiance de joie à Soungalodaga 1

Dans le village de Zangoma, commune de Padema, le gouvernement a réalisé en 2018 une AEPS composée d'un château d'eau de 30 m³, de sept bornes fontaines. Cette AEPS a permis à près d'une quarantaine de particuliers d'avoir des branchements privés à domicile. Le président du CVD et chef de village de Zangoma, Boubacar Teigna ne cache pas sa joie au regard des bienfaits de la réalisation de l'ouvrage pour les habitants du village. « Avant la réalisation de cette AEPS, la plupart des ménages avaient des puits à proximité de leurs maisons. Mais l'eau n'était pas potable. Maintenant, nous avons accès à l'eau potable », affirme le chef Teigna.

Même ambiance de joie à Soungalodaga 1 dans la commune de Bama, qui a bénéficié d'une AEPS en 2018 composée d'un château d'eau d'une capacité de stockage de 30 m³, de cinq bornes fontaines et de 40 branchements privés.

Lassané OUEDRAOGO

Projet « une commune, une ambulance »

Assurer une offre de santé compatible avec le développement du capital humain

« **Une commune, une ambulance** » est un engagement du président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, afin d'assurer une offre de santé à la hauteur du développement du Burkina Faso. Il s'est concrétisé avec la remise de 300 ambulances dont un premier lot de 185 ambulances, le mardi 23 juin 2020 par le Premier ministre Christophe Joseph Marie Dabiré aux communes du Burkina Faso.



Le premier lot de 185 ambulances a été remis par le Premier ministre Christophe Joseph Marie Dabiré

L'acquisition de ces ambulances s'inscrit dans la volonté du président du Faso, de renforcer le parc automobile destiné aux évacuations sanitaires. D'un coût de plus de 14 milliards FCFA, l'initiative entre également dans le cadre de la mise en œuvre du Programme présidentiel, dans le domaine de la Santé, décliné dans l'axe II du Plan national de développement économique et social (PNDES), dédié au développement du capital humain.

Les 185 ambulances remises sont composées de 181 ambulances de type A et de 4 ambulances de type SAMU. Les ambulances de type A sont des ambulances légères conçues et équipées pour le transport sanitaire de patients dont l'état de santé ne laisse pas présager une situation de détresse présente ou future et sont équipées de places assises pour l'agent de santé et les accompagnants de malades, selon les spécialistes. Celles de type SAMU sont des ambulances de secours et de soins d'urgence de type B et C. Elles sont conçues pour le transport, les premiers soins, les soins intensifs et la surveillance des patients durant tout le transfert. Tous les types d'ambulances disposent d'équipements complets et adaptés à

une bonne assistance des patients. Le premier lot d'ambulances a été remis aux communes qui ne disposaient pas encore d'ambulance, aux communes dont les ambulances étaient défectueuses, celles ayant une population élevée et les communes éloignées des centres de référence. Le Premier ministre a invité les bénéficiaires à en prendre bien soin pour un usage durable et profitable aux populations. « Je demande que les

bénéficiaires de ces ambulances puissent prendre les dispositions pour en faire bon usage (...). Il faut que les populations et les communes se mobilisent pour faire en sorte que les moyens soient disponibles à travers les comités de gestion de nos centres de santé, afin que l'entretien de ces véhicules soit optimal pour que ça dure le plus longtemps possible », a soutenu Christophe Joseph Marie Dabiré.

Les ambulances de type A au nombre de 262 sont destinées aux Centres de santé et de promotion sociale (CSPS), aux Centres médicaux (CM) et aux Centres médicaux avec antenne chirurgicale (CMA). Celles de type SAMU au nombre de 38, vont aux Centres hospitaliers régionaux (CHR), aux Centres hospitaliers universitaires (CHU) et au Service d'aide médicale urgente (SAMU).

La mise en œuvre du projet par la dotation de ces ambulances aux communes du pays va sans doute contribuer à l'amélioration de la qualité de prise en charge des malades et partant de leur santé.

Sidpayeté Eléonore OUEDRAOGO



Au total, 300 ambulances seront remises aux différentes communes du Burkina Faso

Amélioration de l'offre de santé

De nouvelles infrastructures pour soutenir la dynamique

Le gouvernement a multiplié les efforts pour améliorer l'offre de santé des populations. Ainsi on note la transformation des Centres de santé et de promotion sociale (CSPS) en Centres médicaux (CM), des Centres médicaux (CM) en Centres médicaux avec antenne chirurgicale (CMA), des Centres médicaux avec antenne chirurgicale (CMA) en Centres hospitaliers régionaux (CHR) et des Centres hospitaliers régionaux (CHR) en Centres hospitaliers universitaires régionaux (CHUR). Des initiatives très appréciées des populations dont la prise en charge médicale est maintenant simplifiée et améliorée.



Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré a renouvelé, à l'occasion de l'inauguration du CHR de Ziniaré, son engagement à travailler à l'amélioration de l'offre de santé à tous les burkinabè

Au centre médical de Bomborokuy, dans la région de la Boucle du Mouhoun, madame Traoré vient de mettre au monde une petite fille pour son 3^e geste. Pendant sa grossesse, madame Traoré a pu, en plus des consultations prénatales, faire ses différents examens au CM, jadis CSPS. En 2015 en effet, le CSPS a été transformé en CM par la volonté politique du gouvernement, en vue d'améliorer l'offre de santé des populations de Bomborokuy. « Cela permet la prise en charge des malades au niveau des centres déconcentrés, avec la présence du médecin et du laboratoire au sein du centre médical. Les patients n'ont plus besoin d'aller jusqu'à Nouna pour les consultations médicales ou encore les examens », précise le responsable

du centre médical de Bomborokuy, le médecin-chef Serge Ahoussoué. Cette initiative a permis aux populations de la localité de se sentir plus proches du centre. « *En plus du paquet minimal d'activités du CSPS, nous avons également la présence de la consultation en médecine interne, nous avons le laboratoire. Nous pouvons donc poser ici même, un diagnostic encore plus pointu* », poursuit le responsable du CM. Cela a entraîné une fréquentation plus accrue du centre médical par la population, dont la pathologie la plus rencontrée chez les personnes âgées, est l'hypertension artérielle.

Dans le chef-lieu de la région de la Boucle du Mouhoun, Dédougou, le nouveau CHR en construction a débuté sa mutation en CHUR. Le projet s'étend sur une superficie de 25 hectares, subdivisée

en trois tranches. Une première tranche comportant la maternité, la deuxième les hospitalisations maternité et pédiatrie, le service néo-natal, la pédiatrie et ses urgences ainsi que le service de vaccination et la pharmacie. La dernière tranche est composée du bloc opératoire, de l'imagerie médicale, des urgences médicales, du service ophtalmologique, de la médecine interne et de la maison mortuaire. Le centre hospitalier universitaire régional de Dédougou a une capacité d'hospitalisation de 170 à 200 lits extensibles.

A Ziniaré, le centre hospitalier régional est fonctionnel depuis le 5 décembre 2019. D'une capacité de 300 lits avec possibilité d'extension, le CHR est bâti sur une superficie de 25 ha et l'infrastructure offre les services d'un hôpital de son rang. Les 949 000 habitants de la région



Selon le médecin-chef du centre médical de Bomborokuy, Serge Ahoussoué, cette initiative, qui offre plus de services a permis aux populations de se sentir plus proches des centres

du Plateau central pourront désormais bénéficier de prestations diverses, notamment les urgences chirurgicales et médicales, la gynéco-obstétrique, la pédiatrie, l'ophtalmologie, l'ORL, l'odontostomatologie et la médecine générale. Le centre dispose également de deux ambulances et d'un mini bus pour accompagner les populations dans leur quête de santé.

Le gouverneur de la région du Plateau central, Fatoumata Benon/Yatassaye salue le rapprochement des services sanitaires de haut niveau des populations. Elle souhaite, du fait de la proximité avec le futur aéroport de Donsin, que le nouveau CHR soit doté d'un service de

grands brûlés et d'un héliport, pour parer à toute éventualité. Une éventualité déjà envisagée par les premiers responsables de la santé. « *Des études pour la phase complémentaire du projet de CHR visant la construction des services spécialisés ont été faites et le financement de cette phase est en cours de mobilisation auprès de nos partenaires qui se sont engagés à ce qu'elle soit bientôt une réalité* », souligne le ministre de la Santé, Claudine Lougué.

La santé est un secteur prioritaire sur lequel le gouvernement doit avoir des actions prioritaires. Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré a renouvelé à l'occasion de l'inauguration du CHR de Ziniaré, son engagement à travailler à l'amélioration de l'offre de santé au profit de tous les burkinabè. « *Nous devons nous battre quotidiennement pour que les populations aient des soins de qualité et essayer de rapprocher autant que possible, les centres de santé des populations. Le joyau est un bel ouvrage aussi bien dans sa conception architecturale que dans les équipements qui sont en train d'être installés* », avait-il rappelé.

La construction de centres de santé et la transformation évolutive des centres existants, constituent une priorité pour les autorités dans la quête du bien-être sanitaire des populations. Cette politique vise particulièrement à réduire dans un proche horizon le taux de mortalité maternelle de 330 pour 100 000 naissances vivantes en 2015 à 242, le taux de mortalité infanto-juvénile de 81,6 décès pour 1 000 enfants de moins de 5 ans à 54,7 décès, le taux de létalité du paludisme grave chez les enfants de

moins de 5 ans de 1,4 % à moins de 1 %, le taux de mortalité intra-hospitalière de 63,1 pour 1 000 en 2015 à moins de 50, le taux de prévalence du VIH de 0,90 % en 2015 à 0,77 %.

Sidpayeté Eléonore OUEDRAOGO

Quelques chiffres

Au cours de la période 2016-2019, ce sont 149 CSPS qui ont été construits, 18 en cours de construction et 192 normalisés. 32 CSPS ont été transformés en CMA. Un CHR (Ouahigouya) a été transformé en CHU. Un CHR a été construit à Ziniaré et deux en cours de construction à Dédougou et Manga. Par ailleurs, on note la construction achevée du Centre de renforcement des capacités en médecine physique et réadaptation, et du Centre de Médecine traditionnelle et de soins intégrés de Ouagadougou, le bouclage du financement du projet de construction et d'équipement du CHU de Bobo-Dioulasso.

Pour plus d'efficacité et de résultats, ces réalisations sont accompagnées par le recrutement, la formation et la spécialisation d'agents de santé. Le personnel de santé recruté sur la même période s'élève à plus de 25 000 agents répartis comme suit : 17 668 agents de santé à base communautaire, 1 479 médecins (y compris les spécialistes), 198 pharmaciens et 5 880 agents paramédicaux (infirmiers brevetés, sages-femmes, maïeuticiens etc.).

Selon le dernier recensement des agents de santé effectué en septembre 2019, le ministère de la Santé compte environ 27 185 agents, soit 13 049 femmes et 14 136 hommes, qui œuvrent jour et nuit à offrir la santé aux populations.



Le centre hospitalier universitaire régional de Dédougou avec une capacité d'hospitalisation de 170 à 200 lits extensibles s'ouvrira cette année

Gratuité des soins au Burkina Faso

Une initiative salutaire

La politique de gratuité des soins a été adoptée et mise en œuvre à partir de 2016. Elle a pour ambition d'améliorer l'offre de santé des populations, surtout chez les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans. Mise en place le 2 avril 2016 dans les régions du Centre, du Sahel et des Hauts-Bassins, la politique couvre tout le territoire national, depuis juin 2016, pour le grand bonheur des populations.

Au Centre de santé et de promotion sociale (CSPS) urbain de Ziniaré dans la région du Plateau central, ce jeudi, Sidonie Kabré vient de mettre au monde un garçon et ce, sans dépenser de l'argent. Depuis le début de sa grossesse, Sidonie Kabré a toujours eu gratuitement ses consultations prénatales et autres examens liés à sa grossesse dans ce CSPS. « C'est vraiment une bonne chose. Depuis 9 mois que je fréquente ce centre pour le suivi de ma grossesse, je n'ai jamais rien payé. Tout a été gratuit et c'est vraiment une très belle initiative de la part du gouvernement. Car, en raison des nombreuses dépenses liées à la grossesse, de nombreuses femmes ne font pas suivre leur grossesse et accouchent même à domicile. Ce qui est pourtant très dangereux pour la mère et pour l'enfant », déclare Sidonie Kabré.

Dans la salle de consultation, patiente Andréa Sawadogo. Enceinte de 9 mois, elle est au centre pour sa dernière consultation prénatale dans la sérénité. « Je suis très contente de la politique de gratuité. Depuis le début de ma grossesse, je n'ai pas déboursé le moindre centime. Nous rendons grâce à Dieu pour cette mesure, car souvent il est très difficile d'assurer les trois repas de la journée et s'il faut ajouter les dépenses de la grossesse, on ne s'en sort vraiment pas », rappelle madame Sawadogo.

Prendre les produits sans rien payer

Au CSPS du secteur n° 3 de Ouagadougou à Dapoya, Carine Lalsagha vient de voir le médecin avec sa fille de moins de 5 ans qui souffre de diarrhée et de dermatose. « Ils ont examiné ma fille sans prendre le moindre sou et avec l'ordonnance, je suis allée prendre les produits au dépôt pharmaceutique du CSPS sans rien payer », précise-t-elle. Pour madame Lalsagha, c'est devenu une habitude de soigner son enfant au centre de santé et de promotion sociale de Dapoya gratuitement. Elle remercie « les autorités qui sont à l'origine de cette gratuité, permettant aux mamans de se rendre dans les centres de santé en toute sérénité ».



La gratuité des soins permet à Carine Lalsagha d'amener sa fille dans les centres de santé en toute sérénité

Pour l'infirmier chef de poste du CSPS urbain de Ziniaré, Patrice Wibga, la gratuité des soins a entraîné une grande fréquentation du centre et augmenté la charge des agents de santé. Selon lui, il s'agit d'une politique qui est bien appréciée des populations. « Avec cette politique, nous pouvons recevoir près de 50 enfants par jour, alors qu'avant on ne recevait même pas la moitié. Aussi, nous n'enregistrons plus de femmes qui viennent accoucher sans un suivi adéquat de la grossesse », soutient-il.

La gratuité, une priorité

Entre 2016 et 2019, ce sont 59 345 471 actes gratuits qui ont été réalisés pour un coût estimé à 104 394 084 352 F CFA.

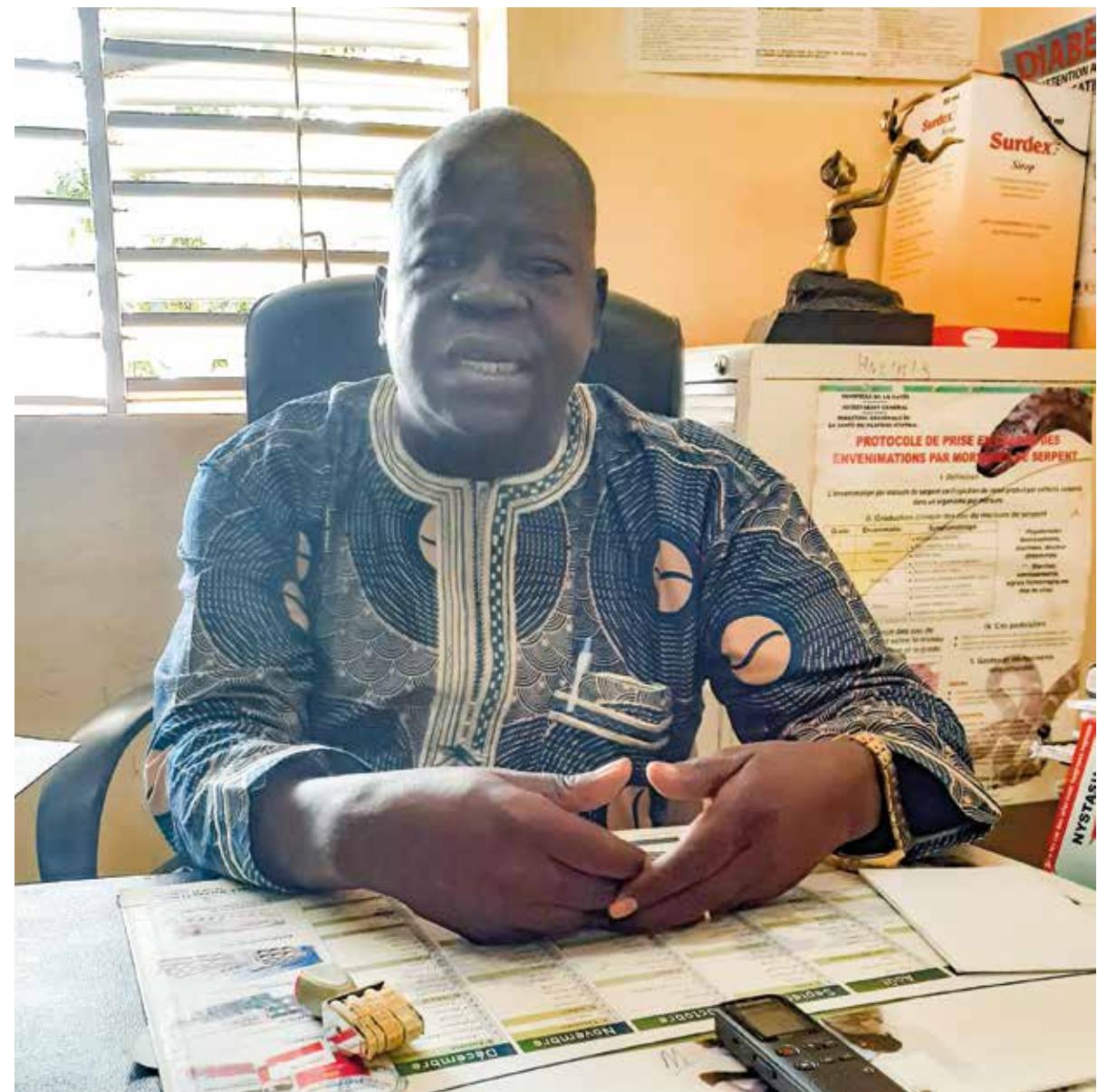
L'opérationnalisation de la gratuité des services de la planification familiale se fait de façon progressive et a débuté par l'implémentation d'une phase pilote depuis le 1^{er} juin 2019 dans les régions des Cascades et du Centre-Ouest. Au 31 décembre 2019, 79 300 prestations ont été offertes dans ces deux régions pour un coût de 55 047 203 FCFA. Le passage à l'échelle nationale est prévu pour cette année 2020.

La gratuité, cinq éléments majeurs

Aux centres de santé et de promotion sociale de Dapoya et de Ziniaré, comme partout au Burkina Faso, cette gratuité des soins est effective. Elle concerne les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes avec une prise en charge de la grossesse, l'accouchement et les soins nécessaires jusqu'au 42^e jour. Les femmes souffrant de fistules obstétricales, celles âgées de 25 à 55 ans dépistées pour des lésions cancéreuses et les contraceptions modernes où naturelles, sont également prises en compte dans la politique de gratuité des soins. Selon le docteur Pierre Yaméogo, responsable de la coordination nationale de la mise en œuvre de la politique de gratuité des soins au Burkina Faso, la mesure prend en compte cinq éléments majeurs : les actes de consultations, les actes d'interventions, les examens complémentaires, les évacuations et hospitalisations, ainsi que les médicaments et consommables médicaux.

30 milliards FCFA par an

Les difficultés auxquelles est confrontée cette politique, selon le chef de poste du CSPS urbain de Ziniaré, M. Wibga, sont les ruptures de stocks de médicaments.



La gratuité des soins a entraîné une grande fréquentation du centre, selon l'infirmier chef de poste du CSPS urbain de Ziniaré, Patrice Wibga



L'Assurance maladie universelle permettra de pérenniser cette politique, selon Dr Pierre Yaméogo, responsable de la coordination nationale de la mise en œuvre de la politique de gratuité des soins au Burkina Faso

Dr Pierre Yaméogo, responsable de la coordination nationale de la mise en œuvre de la politique de gratuité des soins au Burkina Faso, a une explication : « Avant même la mise en œuvre de la politique de gratuité des soins, les médicaments n'étaient déjà pas disponibles à 100 %. Avec la politique qui a entraîné une augmentation importante du nombre de patients qui fréquentent les formations sanitaires, ce manque se ressent encore plus ».

La gratuité des soins de santé reste à coup sûr une politique à même d'améliorer l'offre sanitaire au Burkina Faso. Elle coûte à l'État burkinabè la somme de 30 milliards FCFA chaque année. C'est un effort du président Roch Marc Christian Kaboré qui entend offrir des soins de santé de qualité aux plus vulnérables.

La mesure devrait donc se poursuivre et Dr Yaméogo soutient que l'avenir de la gratuité des soins devra être l'impulsion de l'assurance maladie universelle. « On peut tenir une gratuité ciblée sur 10 à 15 ans. Donc l'idéal est d'asseoir une assurance », déclare-t-il.

Sidpayeté Eléonore OUEDRAOGO

Dialogue politique

« Large consensus » entre majorité et opposition autour des questions d'intérêt national

Sur initiative du président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, les partis de la majorité présidentielle et de l'opposition politique se sont retrouvés autour de la même table de négociation, du 15 au 22 juillet 2019 pour discuter des questions relatives à la situation nationale et aux échéances électorales à venir. Cette rencontre, qui a permis aux acteurs politiques de parvenir à un « large consensus », était un rendez-vous indispensable.



Les acteurs de la majorité présidentielle et de l'opposition politique, sous le leadership du président du Faso, se sont accordés sur les grands sujets touchant la vie de la nation

Initié par le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, ce cadre d'échanges a regroupé, d'un côté, 20 représentants de l'Alliance des partis et formations politiques de la Majorité présidentielle (APMP) et de l'autre, 20 représentants des partis politiques affiliés au Chef de File de l'Opposition politique (CFOP). Ce dialogue politique, dont l'objectif était d'amorcer un véritable processus de réconciliation nationale, a permis aux acteurs politiques d'échanger et de trouver un consensus sur deux grands thèmes. Le premier grand volet a concerné le code électoral, le référendum constitutionnel et les élections de 2020 et le second volet porte sur la situation nationale.

Il s'est agi, à travers cette rencontre entre acteurs de la scène politique, de travailler au renforcement de la paix, de la sécurité, de l'unité nationale, de la cohésion sociale et de favoriser la réconciliation nationale ainsi que la tenue d'élections démocratiques et apaisées. Pour la majorité présidentielle, cette rencontre était une nécessité en vue de permettre aux fils et filles d'une même nation d'échanger sur les sujets touchant la vie de la communauté. « Pendant ce dialogue, nous avons fait bouger les lignes. Les points qui paraissaient insurmontables tant au niveau du code électoral que de la préparation des élections de 2020, subitement les murs de méfiance se sont écroulés », a affirmé le président de l'Alliance des Partis de la Majorité présidentielle (APMP), Simon Compaoré, coprésident du dialogue

politique. Pour lui, ce dialogue politique a permis aux acteurs de parler le même langage sur un certain nombre de sujets. « Ce dialogue nous a permis d'avoir des échanges riches et fructueux sans aucune passion ni animosité et a surtout permis d'aboutir à des conclusions qui, pour l'essentiel, font état d'un large consensus autour des questions qui nous ont réunis », a indiqué le Chef de file de l'opposition politique, Zéphirin Diabré, au cours du point de presse animé après la cérémonie de clôture. « Sur les questions portant sur l'organisation des élections de 2020, nous avons fait l'effort important d'aboutir à un consensus total et débroussailler des questions qui paraissaient contentieuses », a ajouté Zéphirin Diabré.



Pour le président de l'APMP, Simon Compaoré, il était temps pour la classe politique de s'asseoir à la même table de négociation

Convergence de vues sur les questions électorales

Au cours de ce dialogue politique, les acteurs politiques de la majorité et de l'opposition politique se sont accordés sur une révision à minima du code électoral avant les élections de 2020, et une relecture intégrale du code électoral après l'adoption de la nouvelle Constitution. Ce consensus a permis au gouvernement d'adopter en conseil des ministres, le 11 octobre 2019, le projet de loi portant modification du Code électoral. Ce projet de loi transmis à l'Assemblée nationale pour examen et adoption, vise une relecture du Code électoral avant la tenue des élections de 2020 à l'effet de prendre en compte les positions consensuelles de la classe politique lors de la tenue de ce dialogue politique.

Le maintien du calendrier électoral conformément aux dispositions constitutionnelles, avec la tenue des élections couplées présidentielle et législatives en 2020 et des élections municipales en 2021, a été convenu par les acteurs.

Sur les questions d'intérêt national qui portent sur la sécurité, la réconciliation nationale, l'autorité de l'État, la cohésion sociale, l'incivisme, les acteurs ont eu des échanges très francs, ouverts et constructifs qui ont permis d'aboutir à des recommandations consensuelles. Il s'agit, entre autres, de renforcer les capacités matérielles, financières et

humaines des Forces de défense et de sécurité (FDS), d'instaurer une contribution financière patriotique de toutes les composantes de la Nation, d'élaborer et faire adopter un pacte patriotique national, d'assurer un traitement diligent des dossiers judiciaires des détenus pour faits de terrorisme.

Travailler à une véritable réconciliation nationale

Au sujet de la réconciliation nationale, la majorité et l'opposition politique recommandent la poursuite de la démarche basée sur le triptyque vérité-justice-réconciliation, et l'élargissement des concertations sur la réconciliation aux couches sociales du pays. Dans cette optique, la classe politique, sans exception, est appelée à accompagner le Haut Conseil pour la Réconciliation et l'Unité nationale (HCRUN) pour l'atteinte de ses objectifs. L'identification des difficultés qui entravent l'unité nationale, la cohésion sociale et le civisme, l'analyse des causes de l'incivisme en vue d'aboutir à des recommandations pertinentes à l'endroit des autres composantes de la société, l'indemnisation des victimes de l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014, du coup d'État manqué de septembre 2015 et des victimes non-indemnisées des crimes politiques et économiques depuis les indépendances, sont autant de propositions en vue d'accompagner le processus de réconciliation nationale.

Le comité de suivi des recommandations, composé de 15 membres issus des deux composantes, permet aujourd'hui de suivre la mise en œuvre des conclusions du dialogue politique et de mieux rapprocher les positions de la majorité et de l'opposition politique sur les différents sujets. Pour les deux composantes conviées au dialogue, politiquement, il était extrêmement important que les acteurs se parlent, car l'absence de dialogue et les malentendus font le lit des crises.

Lassané OUEDRAOGO



Le Chef de file de l'opposition politique, Zéphirin Diabré a salué le sens de dialogue du président du Faso

POLITIQUE**Réconciliation et unité nationale****Panser les plaies,
pour un apaisement des cœurs**

Dès l'entame de son mandat, le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, a suscité la naissance du Haut conseil pour la réconciliation et l'unité nationale (HCRUN) à l'effet de contribuer à la création de conditions favorables à la réconciliation, à l'unité nationale et à la cohésion sociale, à la suite des évènements qui ont porté préjudice à des burkinabè et à l'unité nationale. Pour ce faire, le HCRUN a entrepris des échanges avec les victimes, afin de trouver des solutions susceptibles de contribuer à guérir ou à soulager les traumatismes subis.



Le président du Faso a rendu visite aux vendeuses de légumes du marché de Léguémalôgô à Bobo-Dioulasso, le 30 novembre 2019

Dans ce cadre, le HCRUN a examiné plus de 5000 dossiers, parmi lesquels le déguerpissement des femmes de Léguémalôgô, les militaires radiés à la suite des mutineries de 2011, les fonctionnaires de police révoqués, les blessés des événements des 30 et 31 octobre 2014, et du 16 septembre 2015. Cette démarche du HCRUN a ramené le sourire sur le visage des 156 vendeuses de légumes, déguerpies manu militari en 2012 par la mairie de Bobo-Dioulasso, pour les besoins de la construction de la route nationale n°14 Bobo-Déougou. « A un moment donné, la commune a été obligée de les déplacer mais malheureusement ça a été fait de façon un peu brutale. Ce qui a causé des dommages à ces braves dames qui évoluaient sur le marché », se souvient le maire de la commune de Bobo-Dioulasso, Bourahima Sanou. Et à la suite de cette action de la commune,



Djénéba Sanou, grâce à l'action du HCRUN, a pu reprendre son activité sur le nouveau site de Léguémalôgô



Le maire de Bobo-Dioulasso, Bourahima Sanou :
« Dans notre budget de cette année 2019, nous avons prévu des travaux complémentaires dans ce marché »

« nous nous sommes retrouvées endettées car on devait de l'argent aux maraîchers et notre matériel avait été enlevé et stocké à la maison d'arrêt et de correction de Bobo-Dioulasso. Nous nous sommes retrouvées sans argent, sans matériel pour mener notre activité », se remémore Djénéba Sanou entourée de ses camarades vendeuses de légumes, sur le nouveau site de Léguémalôgô. Après examen du dossier, le HCRUN a proposé trois grands volets que sont l'indemnisation, l'aménagement d'un nouveau site et l'amélioration du dialogue social.

Joie et reconnaissance des femmes de Léguémalôgô

« A la suite à nos multiples plaintes, l'État, à travers le HCRUN, est venu nous écouter et essayer une solution à notre situation. Des hangars ont été construits sur le nouveau site qui a été proposé et nous avons reçu chacune, une indemnisation qui varie de 100 000

à 300 000 FCFA. Cette compensation financière nous a permis de rembourser les maraîchers et de reprendre nos activités », soutient Djénéba Sanou, au milieu des concombres, courgettes, tomates et autres légumes sous son hangar.

A l'heure de pointe, aux environs de 16 heures, dans ce nouveau marché qui grouille de monde, ce sont des vendeuses pour la plupart des responsables de famille, des veuves, des femmes au foyer « enthousiastes et reconnaissantes » qui s'affairent à charger ou à décharger leurs marchandises. « Au nom de toutes les femmes, je remercie le président du Faso pour la parole tenue, pour le soutien, pour l'aide, l'écoute et l'honneur », clame Fatimata Sanou.

« Nous encourageons le chef de l'État à continuer dans ce sens, à inscrire son action dans la réconciliation et la réparation des torts causés », poursuit Sita Sanou qui ne croyait pas retrouver ses activités. « Nous bénissons Roch Marc Christian Kaboré pour l'écoute et la considération. Nous avons retrouvé le sourire », indique-t-elle.

Pour le HCRUN, l'indemnisation des femmes de Léguémalôgô est un succès au double plan psychologique et social : individuellement, les femmes sont apaisées et sont, chacune, remise de leur traumatisme initial. Sur le plan social, ce résultat constitue pour la Mairie et la ville de Bobo-Dioulasso une bouffée d'oxygène. « De façon indirecte, cette action de l'État nous a beaucoup servi au niveau de la commune car, grâce à cette action, la mairie et les femmes travaillent maintenant en parfaite entente », poursuit le maire Bourahima Sanou.

Du reste, les femmes ainsi « satisfaites » sont devenues des ambassadrices convaincues de la réconciliation. Trente-trois millions soixante-quinze mille (33 075 000) FCFA ont été nécessaires à cette réparation.

Plus de 2 milliards FCFA d'aide à la réinsertion sociale

Au sujet des militaires radiés et des fonctionnaires de police révoqués, selon le HCRUN, l'opération de paiement de l'aide à la réinsertion sociale des intéressés, fait ressortir que du 1^{er} au 23 octobre 2019, 529 militaires radiés sur les 600 et 112 fonctionnaires de police révoqués sur 136, sont entrés en possession de l'aide.

Georges Belem, militaire dont le contrat a été résilié, a « accueilli favorablement cette aide à la réinsertion ». Il est à la recherche de conseils avisés pour mieux investir les 3,5 millions de FCFA qu'il a reçus du HCRUN. M. Belem, qui se prépare à faire des activités d'élevage, espère que la formation qu'il recevra lui permettra de s'en sortir dans la vie.

Selon le HCRUN, 2 054 500 000 FCFA ont été décaissés pour la réalisation de 86,95 % de taux d'exécution de cette opération d'octroi d'aide à la réinsertion. Pour le HCRUN, ce taux d'exécution indique qu'une grande partie des bénéficiaires adhère à ce mécanisme. Quant aux blessés des événements des 30 et 31 octobre 2014 et du 16 septembre 2015, le HCRUN, après consultations des différents acteurs, a arrêté une liste de 24 blessés à prendre en charge. Au total 15 blessés sur les 24 ont bénéficié de soins appropriés.

L'enthousiasme et le sourire retrouvés des vendeuses de Léguémalôgô et l'espoir en l'avenir de l'ancien militaire, Georges Belem sont autant de signes qui réconforment le président du Faso dans son engagement de voir tous les burkinabè réconciliés avec eux-mêmes, et résolument tournés vers l'avenir pour bâtir un Burkina Faso de paix, gage de tout développement.

Moumini YAMEOGO



Dans le cadre de la réconciliation nationale, plus de 2 milliards FCFA ont été débloqués pour la réinsertion sociale des militaires et policiers radiés



SÉCURITÉ ET DÉFENSE**Situation sécuritaire au Sahel****Remonter le moral des troupes**

Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré fait de la lutte contre le terrorisme, et ce, depuis les premières attaques en 2016, un axe prioritaire de sa gouvernance. Pour contrer l'action des terroristes, surtout dans la région du Sahel, des unités des Forces armées nationales ont été déployées dans cette zone pour renforcer le dispositif déjà existant. Pour remonter le moral des troupes et encourager les populations, le chef de l'Etat a effectué une visite le 18 juin 2020 à Djibo.



Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, a salué la détermination et l'engagement des éléments du détachement militaire de Djibo

La vie reprend son cours normal à Djibo, ville jadis abandonnée par une partie de l'administration publique et la police nationale pour raison de sécurité. En cette période de mi-septembre, la police nationale a repris service au commissariat de police de la ville après le retour progressif des autres maillons de l'administration publique et la création, par décret présidentiel en date du 8 septembre 2020, du 14^e Régiment interarmes (RIA) basé à Djibo. Ce retour progressif a été l'une des promesses du président du Faso lors de la visite le 18 juin 2020, pour montrer son soutien aux Forces de défense et de sécurité et aux habitants de la ville de Djibo dans la lutte contre le terrorisme.

Au détachement militaire de Djibo, ce jeudi 18 juin 2020, le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré a rencontré des éléments des Forces armées nationales déterminés à défendre la patrie et prêts au sacrifice. Il a salué leur courage, leur engagement, leur esprit de discipline et de cohésion. Il a rassuré aux Hommes que leur engagement et leur combat contre l'hydre terroriste méritent l'accompagnement de tous les acteurs. Après s'être imprégné de la réalité géosécuritaire de la région et pris connaissance des conditions d'opération, le chef supérieur des armées a traduit toute la solidarité de la Nation à ses fils et filles engagés sur le terrain, au risque de leur vie, pour la défense de la démocratie

et de la Patrie. « Il y a nécessité que nous puissions nous réorganiser pour que les postes abandonnés soient repris », a indiqué le président du Faso aux Forces de défense et de sécurité (FDS). Roch Marc Christian Kaboré a pris l'engagement que les forces de sécurité intérieure feront leur retour à Djibo, pour assurer leur mission, avec les moyens nécessaires. Il a réitéré, face à la troupe, la nécessité de ne céder ni à la stigmatisation, ni au repli identitaire. « La victoire nous appartient et je suis convaincu que le Burkina Faso sortira grandi et renforcé de cette situation », fai du chef supérieur des armées.

Saluer la résilience des populations

Après le détachement militaire, le chef de l'Etat a rencontré les forces vives de Djibo pour réaffirmer son attachement à la cohésion dans cette localité et l'appartenance de cette ville à la Nation burkinabè qui ne lésinera pas sur les moyens dans la défense du territoire. « Je voudrais avant tout propos, me souvenir de toutes les filles et tous les fils de Djibo et du Soum de façon générale, qui ont perdu la vie, depuis que nous avons engagé cette lutte contre le terrorisme au Burkina Faso. Je voudrais en particulier me souvenir, parce que nous sommes à la mairie de Djibo, du maire de Djibo, qui a été lâchement attaqué et assassiné », a indiqué le président du Faso à l'entame des échanges.

Roch Marc Christian Kaboré, s'est dit conscient de la situation sécuritaire de la ville et du Sahel, en général qui handicape les activités des populations et le développement de la zone. Il a appelé à la mobilisation générale pour soutenir les FDS dans cette bataille contre les forces du mal. « C'est pourquoi je voudrais, tout d'abord, saluer la résilience des populations, des hommes et des femmes de Djibo et du Soum, de façon générale. Parce qu'ils ont payé le prix le plus cher de cette bataille que nous menons depuis. Malgré tout, ils sont restés debout. Ils sont restés à continuer de faire ce qu'ils doivent faire, à continuer de vivre, de développer leur région, malgré les difficultés, de faire avancer le développement du Burkina Faso », a affirmé le président Kaboré.

Éviter la stigmatisation et le repli identitaire

Face aux forces vives de Djibo, le chef de l'Etat a invité les populations à différencier le bon grain de l'ivraie dans le combat contre le terrorisme. Pour lui, ce combat n'est pas un combat contre une communauté, mais une guerre contre des individus mal intentionnés. « Autant nous ne pouvons pas dire que telle communauté est globalement mauvaise et faire de la stigmatisation, autant nous ne pouvons pas non plus faire le repli sur soi pour justifier les actes des mauvaises personnes qui sont en notre sein », a indiqué le chef de l'Etat aux forces vives.

Roch Marc Christian Kaboré a appelé l'ensemble des fils et filles, qu'ils soient du Soum ou d'ailleurs qui, par égarement, se sont retrouvés dans ces mouvements terroristes, et qui de bonne foi veulent retourner chez eux, à le faire en vue de participer à l'œuvre d'édition de la Nation.

Le chef de l'Etat a rappelé les efforts du gouvernement à travers le Programme d'Urgence pour le Sahel (PUS) et le Programme d'Appui au Développement des Économies locales (PADEL) en vue de booster le développement de la région. L'impact de tous ces programmes sur les populations de la zone nécessite la paix et l'unité des fils et filles de la région du Sahel.

SÉCURITÉ ET DÉFENSE**Lutte contre le terrorisme****Une armée opérationnelle et résiliente pour des victoires certaines**

L'attaque terroriste du 15 janvier 2016 a été le point de départ d'un engagement massif des Forces armées nationales dans la lutte contre le terrorisme. Un engagement porté par les plus hautes autorités politiques et militaires, ayant permis de nos jours de freiner la volonté des terroristes d'entamer la souveraineté du Burkina Faso.



Les forces armées nationales ont su réorienter leurs stratégies pour vaincre l'ennemi

Au lendemain des élections de 2015, le Burkina Faso faisait immédiatement face aux premières agressions terroristes dans un contexte où l'outil de défense du pays était relativement peu préparé pour faire face à ce type de menace. S'est alors engagée, sous l'impulsion du Chef Suprême des Forces armées nationales, une réforme des Forces de Défense et de Sécurité, en général et, des Forces armées nationales, en particulier, dans le but de permettre une riposte à la hauteur de la menace. Ainsi, un ambitieux programme d'équipement a été initié à travers la loi de programmation militaire adoptée en 2017 en vue de renforcer les capacités matérielles, techniques et humaines des Forces armées nationales. A titre d'exemple, l'Armée de l'Air a acquis de nouveaux aéronefs, tandis que l'Armée de terre bénéficiait d'un accroissement de ses capacités offensives.

De même, la prise en charge des hommes a été améliorée avec l'adoption de textes encadrant les primes d'opérations et les dédommagements des familles des soldats tombés en opération. A cela, il faut ajouter le soutien sanitaire qui verra une nette amélioration à travers une prise

en compte plus rapide et plus structurée des militaires blessés en opération. L'ensemble de ces efforts a été suivi d'une réorganisation du dispositif opérationnel avec la création de nouveaux détachements, entre autres, au Centre-Nord, au Nord ainsi qu'à l'Est,

suite aux opérations Otapuanu et Doofu. Toute chose qui a permis d'engranger des victoires.

L'expérience du terrain acquise par les hommes au fil des événements, conjuguée avec la mise en œuvre de la loi sur les Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP), laisse entrevoir des lendemains meilleurs. En outre, le recrutement des contingents militaires a été réajusté pour répondre aux besoins de plus en plus criants en effectifs. De même, la coopération avec les armées des pays du G5 Sahel et des pays voisins a été renforcée et a permis de conduire plusieurs opérations conjointes.

Cinq années après les premières attaques terroristes contre le Burkina, on peut retenir que les Forces armées nationales se sont vite adaptées à la menace. Elles poursuivent, grâce aux efforts consentis par les hautes autorités politiques, leur montée en puissance. La résilience dont font preuve les hommes sur le terrain de nos jours et le soutien des populations sont les gages d'une victoire certaine contre les forces du mal.

Boureima Lankoandé



La collaboration de la population est essentielle dans la lutte contre le terrorisme

COOPÉRATION INTERNATIONALE**Diplomatie**

Le Burkina Faso s'ouvre davantage au monde

Grâce à une diplomatie rayonnante et pragmatique, le Burkina Faso renforce ses relations de coopération en Afrique, en Europe, en Asie et en Amérique. Cette coopération conforte chaque jour une image positive de notre pays dans un monde où le multilatéralisme et l'interdépendance gouvernent les relations internationales.

Un pays qui a des potentialités à offrir en partage avec les autres. C'est sous cet angle que le Burkina Faso place ses liens avec tous les pays du monde.

Dans la sous-région

Les liens historiques de bon voisinage entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire en sont un exemple concret. À travers le Traité d'amitié et de coopération, dont la 8e rencontre a eu lieu à Ouagadougou en juillet 2019, sous la coprésidence des deux chefs d'État Alassane Ouattara et Roch Marc Christian Kaboré, les deux pays voisins ont entrepris de réaliser des projets de développement commun. Il s'agit, entre autres, de projets routiers comme l'autoroute Yamoussoukro-Ouagadougou, l'augmentation de la fourniture en électricité au Burkina Faso, et la facilitation des activités commerciales.

Cet élan est également engagé avec l'autre pays voisin qu'est le Ghana. On peut citer l'interconnexion 225 KV Bolgatanga-Ouagadougou, inaugurée par les deux chefs d'État Nana Akufo-



En Afrique la coopération s'est poursuivie et intensifiée avec plusieurs pays dont le Niger, le Tchad

Addo et Roch Marc Christian Kaboré en octobre 2018 à Ouagadougou, et le projet de construction du chemin de fer qui, à terme, va contribuer à booster les économies des deux pays, grâce à la facilitation des échanges commerciaux. Avec la Guinée, les 8 et 9 août 2019, les possibilités de coopération économique ont été évoquées par Roch Marc Christian Kaboré et Alpha Condé.

En Europe

Avec la France, partenaire historique, on retiendra les voyages effectués à Paris, en avril 2016, puis en avril 2017 et en décembre 2018. Pour sa part, le président Emmanuel Macron a effectué un séjour de 72 heures à Ouagadougou, en novembre 2017.



L'Allemagne et la France sont des alliés stratégiques dans la lutte contre le terrorisme et pour le développement

COOPÉRATION INTERNATIONALE

Avec la République fédérale d'Allemagne, la coopération a eu un regain avec la visite de la Chancelière, Angela Merkel au Burkina Faso, le 1^{er} mai 2019. La Chancelière allemande a eu une séance de travail avec le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré au palais, qui a été une occasion de passer en revue la coopération bilatérale pour un renforcement de l'axe Ouagadougou-Berlin. Cette séance bilatérale a été suivie d'un sommet du G5 Sahel entre les chefs d'État du Burkina Faso, du Mali, du Niger, du Tchad et de la Mauritanie, et la chancelière allemande.

Avant le séjour de Ouagadougou de la chancelière Allemande, Roch Marc Christian Kaboré s'est rendu par trois fois en Allemagne. A Berlin dans le cadre d'une visite officielle en mars 2017, et d'une visite de travail en février 2019, et à Munich en février 2018, dans le cadre de la Conférence sur la sécurité.

En Asie

Sur le continent asiatique, la reprise des relations de coopération avec la République populaire de Chine en 2018, a été un fait marquant du mandat de Roch Marc Christian Kaboré. Cette reprise, au-delà de la realpolitik dans les relations internationales, a été un acte souverain. « *La Chine est une source d'inspiration parce qu'il n'y a pas longtemps, la Chine également était dans d'énormes difficultés en ce qui concerne la lutte contre la pauvreté.* ». Ainsi, se prononçait le président du Faso face à des journalistes de la chaîne de télévision chinoise CGTN, à l'issue d'une visite d'État du 29 août au 5 septembre, pendant laquelle il a par ailleurs participé au 3^e sommet du Forum sur la coopération sino-africaine.



Le couple présidentiel burkinabè s'entretient avec le couple impérial nippon autour des questions de développement

Toujours en Asie, Roch Marc Christian Kaboré a séjourné à deux reprises, au Japon. D'abord, du 16 au 23 novembre 2018, dans le cadre d'une visite officielle, au cours de laquelle il s'est entretenu avec le premier Ministre Shinzo Abe, et a été reçu par l'Empereur Hachimaro, accompagné de son épouse. Roch Marc Christian a présidé pendant ce séjour, le forum économique Burkina Faso-Japon. Premier du genre, ce business forum a réuni les hommes d'affaires burkinabè et japonais. Il a été une réelle opportunité pour l'Agence burkinabè d'investissement (ABI) de présenter les potentialités qu'offre notre pays.

Puis, du 28 au 31 août 2019, Roch Marc Christian Kaboré est de nouveau au Japon, pour prendre part à la 7^e conférence internationale sur le développement de l'Afrique (TICAD), qui s'est tenue à Yokohama.

En Amérique

Sur le continent américain, on note le renforcement des relations avec le Canada. Il s'est matérialisé par la visite d'État de la Gouverneure générale du Canada, Julie Payette dans notre pays en fin octobre 2018. Le renforcement de la coopération dans plusieurs secteurs dont l'éducation, la formation, la santé, l'emploi a été au cœur de cette visite.

Arabie saoudite, Emirats arabes unis, Turquie, Egypte, Soudan, Rwanda,... sont autant de destinations parcourues par le président du Faso.

Bâton de pèlerin en main, inlassablement, il aura fait le tour du monde, pour porter la voix de son peuple, et rechercher des partenariats fructueux pour le développement de son pays.

R. A. Bambara



Le rétablissement des relations diplomatiques avec la République populaire de Chine contribuera à la réalisation de grands projets



Le président du Faso a appelé la Russie à un partenariat stratégique renforcé avec le Sahel, contre le terrorisme



La visite de la Gouverneure générale du Canada, Julie Payette au Burkina Faso traduit la solidité de la coopération entre les deux États

COOPÉRATION INTERNATIONALE**Multilatéralisme**

Roch Marc Christian Kaboré, porte-parole du Sahel

Sur la scène internationale, le président du Faso Roch Marc Christian Kaboré a participé à plusieurs rencontres et sommets internationaux : sommets de l'Union africaine, de la CEDEAO et du G5 Sahel, Assemblées générales des Nations unies, sommet du G7, Forum Chine-Afrique, sommet Russie-Afrique, du G20, 7^e Conférence internationale de Tokyo pour le développement de l'Afrique (TICAD)... A toutes ces tribunes, Roch Marc Christian Kaboré a toujours su porter la voix de son pays et des pays du Sahel, mettant en avant les priorités pour le développement, et partageant sa vision pour un monde de paix.

**Solidarité internationale
contre le terrorisme**

Alors qu'il venait à peine d'être élu président, Roch Marc Christian Kaboré verra les attaques terroristes prendre pied et se multiplier dans son pays, comme une tentative de déstabilisation. C'est donc à juste titre, que la lutte contre le terrorisme sera le fil d'Ariane de l'action de Roch Marc Christian Kaboré dans les instances internationales, pour un partenariat et une solidarité plus accrus. Le 22 septembre 2016, pour sa première intervention à la tribune de l'Organisation des Nations unies, il donne le ton : « *Nous devons nous en convaincre, l'efficacité de notre lutte le devra à notre capacité à nous inscrire d'abord dans une logique de partenariat, de mutualisation de nos efforts, d'échange de renseignements, dans le cadre d'une coalition mondiale cohérente et solide. L'action que nous menons dans le cadre du G5 Sahel s'inscrit dans cette dynamique, et doit être soutenue.* »

Toujours à la tribune des Nations unies, en tant que président en exercice du G5 Sahel, Roch Marc Christian Kaboré est plus critique vis-à-vis de certaines actions de la communauté internationale. Ainsi, en ce qui concerne le Mali, souhaite-t-il le 24 septembre 2019 à la tribune, que la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali soit plus efficace : « *En ma qualité de Président en exercice du G5 Sahel, je lance un appel pour un mandat plus robuste et plus offensif en faveur de la MINUSMA. Un tel mandat devrait permettre de sécuriser et de stabiliser davantage le Mali et partant tous les autres pays du G5 Sahel. De même, nous appelons le Conseil de sécurité à accorder un mandat sous le chapitre 7 de la Charte des Nations Unies à la force conjointe du G5 Sahel afin de lui assurer des ressources permanentes.* »

**Un chantre
pour le G5 Sahel**

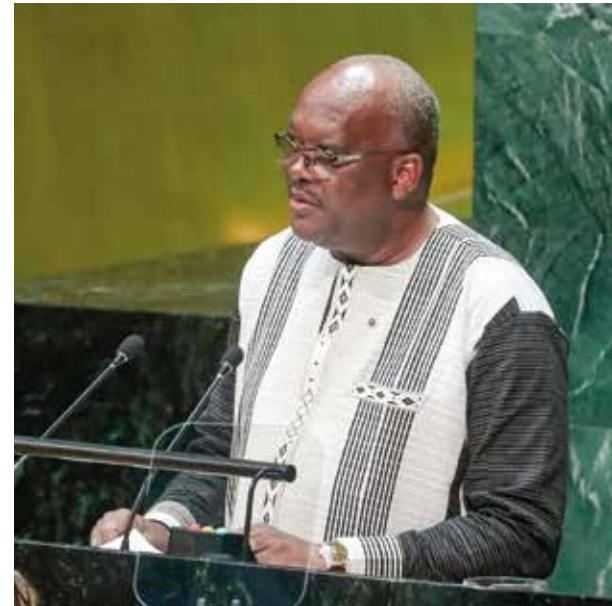
Le Burkina Faso a assumé la présidence en exercice du G5 Sahel du 5 février 2019

au 25 février 2020. Durant toute cette période, le président du Faso a multiplié les rencontres sur la scène internationale, pour porter la voix des pays membres de l'espace (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad).

Trois sommets du G5 Sahel se tiendront à Ouagadougou. Le premier, le 5 février 2019, a vu la prise de fonction du nouveau président en exercice, Roch Marc Christian Kaboré. Le 1^{er} mai 2019 la chancelière allemande Angela Merkel est à Ouagadougou. C'est la toute première visite d'une autorité allemande d'un si haut rang, au pays des Hommes intègres. Après une séance de travail bilatérale, elle rencontrera les chefs d'État des pays membres du G5 Sahel dans le cadre d'un sommet extraordinaire.

Le 14 septembre 2019, la capitale burkinabé a abrité un sommet extraordinaire CEDEAO-G5 Sahel sur le terrorisme. La rencontre a permis l'adoption d'un plan d'actions opérationnel pour lutter contre le phénomène. Au registre du G5 Sahel, on note également le sommet extraordinaire de Niamey le 15 décembre 2019, et le sommet extraordinaire de Pau en France, le 13 janvier 2020.

A Biarritz, dans le Sud-Ouest de la France, Roch Marc Christian Kaboré, a exposé le 25 août 2019, devant les sept pays les plus industrialisés du monde, la situation et les enjeux sécuritaires dans l'espace sahélien. La situation en Libye est la mère



Roch Marc Christian Kaboré à la 74^e AG des Nations unies : « *Il nous faut impérativement travailler au renforcement du multilatéralisme* »

du terrorisme en Afrique. En exposant la situation au Sahel, un espace de plus de 5 millions de km², Roch Marc Christian Kaboré a relevé l'impérieuse nécessité pour la communauté internationale, de venir en appui aux pays du G5 Sahel, et à l'ensemble de la sous-région ouest-africaine. Car le danger va au-delà du simple Sahel, il est devenu mondial. « *C'est une gangrène qui se propage* », a-t-il dit. Pour le président du Faso, il faut un partenariat international conséquent pour lutter contre le terrorisme et assurer le développement.

A Yokohama, quelques jours plus tard,



Au sommet du G7, le président du Faso a réaffirmé la nécessité de soutenir le Sahel

COOPÉRATION INTERNATIONALE



Le sommet CEDEAO-G5 Sahel tenu à Ouagadougou a permis de mettre en place un plan d'actions opérationnel de lutte contre le terrorisme

lors de la 7^e Conférence de Tokyo sur le Développement de l'Afrique (TICAD7), le président du Faso est revenu sur cette constante, en ce qui concerne le Sahel : « *la crise au Sahel est une résultante de la crise en Libye, qui s'est métastasée dans la sous-région, et menace le monde. Pour qu'il y ait la paix au Sahel, il faut la paix en Libye, et cela est de la responsabilité de la communauté internationale* ».

Le président du Faso a invité la Russie à rejoindre le partenariat international pour le Sahel initié à Biarritz. Ce sera lors du 1^{er} sommet Russie-Afrique, à Sotchi, le 24 octobre 2019. « *En tant que grande puissance militaire et économique, la Russie apparaît comme un partenaire de choix qui peut aider le Sahel et la région Afrique de l'Ouest dans sa lutte contre le terrorisme. Nous osons croire que le Sommet historique d'aujourd'hui sera le point de départ de ce partenariat fécond et utile souhaité pour la sécurité et la stabilité de notre région* » a-t-il dit à la tribune.

Un chantre du multilatéralisme

« *Le multilatéralisme ne doit pas être un vain mot, mais doit mettre en exergue la solidarité de l'ensemble des États, autour de l'ONU, pour faire face aux maux que traversent notre monde, dont les plus importants sont la pauvreté et le terrorisme qui sévissent dans toutes les parties du monde entier* ». C'est la vision du président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, renouvelée lors de la 74^e Assemblée des Nations unies en septembre 2019. Ses interventions dans les instances multilatérales mondiales auront régulièrement porté sur les questions de développement, de promotion des droits humains, de sécurité et de lutte contre le terrorisme, de lutte contre la pauvreté et les maladies transmissibles, entre autres.

En septembre 2018, le Burkina Faso participe au Forum sur la Coopération sino-africaine (FOCAC), avec la reprise des relations diplomatiques le 26 mai de la même année, après 24 ans de coopération avec Taïwan. « *Pour nous,*

la tenue d'un sommet entre la Chine populaire et l'Afrique montre l'intérêt du multilatéralisme. C'est ce que nous avons toujours défendu » déclarait-il, devant une équipe de journalistes chinois à Ouagadougou, peu avant la tenue du forum.

Ce monde de paix suivant la vision du président du Faso, doit se construire en synergie avec tous les pays. Pour y arriver, les différents pays doivent mutualiser leurs efforts dans la lutte contre le terrorisme, l'extrémisme violent afin de poser les jalons du développement économique et social.

Un chantre du capital humain

Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, lors des grandes rencontres internationales, partage également la politique mise en œuvre pour une meilleure valorisation du capital humain et des investissements. Au Sommet du G20 en Allemagne en novembre 2019 sur le « Compact with Africa », il a relevé la corrélation entre le Plan national de Développement économique et social (PNDES) et cette conférence, dont l'objectif est de développer les relations économiques et financières du G20 avec ses partenaires africains, et de promouvoir les investissements privés.

Sur le plan continental, notre pays aura joué un rôle majeur au sein de l'Union africaine, qui a fait de Roch Marc Christian Kaboré le champion de



A la conférence du Fonds mondial à Lyon en France

la lutte contre les mutilations génitales féminines. Champion, le président du Faso l'est aussi pour la vaccination, à travers GAVI (Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination) et pour la libre circulation des personnes et des biens de la CEDEAO.

Dans le domaine de la santé, Roch Marc Christian Kaboré annonce une contribution d'un million de dollars US au mécanisme de financement de la Santé, le 6 novembre 2018 à Oslo en Norvège. Le 9 octobre 2019 à Lyon en France, à la conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial de lutte contre le Sida, le paludisme et la tuberculose, il annonce une contribution d'un même montant. Parce que son pays est bénéficiaire de l'action des contributeurs mondiaux dans le domaine de la santé, il se fait fort, malgré la modicité des moyens de son pays, de toujours contribuer au panier commun.

R. A. Bambara



La lutte contre le terrorisme est une préoccupation aussi bien en Afrique (à gauche Ouagadougou, Burkina Faso) qu'en Europe (à droite Pau, France) dans le cadre du G5 Sahel



COOPÉRATION INTERNATIONALE

Intégration africaine et Burkinabè de l'Extérieur

Des acquis notables

Un des axes forts de la politique de coopération du Burkina Faso aura sans conteste été la création d'un ministère plein, chargé de l'intégration africaine et des Burkinabè de l'extérieur.



Le président du Faso a toujours été à l'écoute de la diaspora burkinabè à travers le monde

Avec une communauté de la diaspora estimée à près de 10 millions de membres, il était impérativement stratégique, pour notre pays, de mettre en place une politique judicieuse afin de capitaliser son apport. Dans ce sens, lors de ses déplacements à l'étranger, le président du Faso Roch Marc Christian Kaboré s'est toujours fait fort d'échanger avec ses compatriotes, pour leur donner des nouvelles du pays, et, surtout, les appeler à contribuer à sa construction.

Pour ce faire, et conformément à l'engagement qu'il avait pris dans son programme présidentiel, le ministère de l'Intégration africaine et des Burkinabè de l'extérieur a servi de relais pour assurer la pleine participation de la diaspora au développement du pays, pour renforcer leur encadrement et leur protection, et rendre effectif le vote des burkinabè de l'extérieur. Le pari du vote a été tenu, et, pour la première fois de l'histoire de notre pays, ce 22 novembre 2020, les Burkinabè de l'extérieur pourront participer au scrutin pour l'élection du président du Faso.

L'ambition pour le gouvernement, était aussi de mobiliser et mettre en valeur les compétences de nos compatriotes à l'étranger, afin de les impliquer davantage dans la recherche de solutions aux préoccupations du peuple burkinabè, de promouvoir une participation plus significative de la diaspora aux investissements, et de mobiliser la diaspora pour le renforcement de

l'entrepreneuriat et de l'innovation. A cet égard, plusieurs Burkinabè répondent à l'appel de la mère patrie, en participant à la conception et à la mise en œuvre de nombreux projets et programmes.

On retiendra, de façon retentissante, l'organisation du Forum national de la diaspora, qui s'est tenu du 11 au 13 juillet 2018, sous le thème « *la contribution des Burkinabè de l'extérieur à la construction nationale* ». Le forum, qui a été une première dans toute l'histoire du Burkina Faso, a connu la participation de plus de 500 délégués dont 248 de la diaspora. Les participants au forum ont pu s'entretenir à bâtons rompus avec le président du Faso, à qui ils ont directement porté leurs préoccupations. Roch Marc Christian Kaboré les a exhortés à être des intrépides ambassadeurs du Burkina Faso, tout en se conformant aux règles de leurs pays d'accueil.

Les participants au forum ont adopté plusieurs recommandations, dont la mise en œuvre est en cours. Ainsi, une stratégie nationale de gestion de la diaspora a été élaborée, un processus de mise en place de réseaux professionnels engagé, et un fonds de soutien aux investissements de la diaspora initié.

Ouverture aux préoccupations des fils de la diaspora

Le gouvernement s'est montré ouvert, depuis la mise en place du ministère de

l'Intégration africaine et des Burkinabè de l'extérieur, à plusieurs autres préoccupations des fils du pays vivant à l'étranger. C'est ainsi que dans le domaine de l'immobilier, on retiendra le lancement de la construction d'une cité de la diaspora à Guiguemtinga, dans la commune de Koubri, le 11 juillet 2018. Cette cité, qui sera construite sur une superficie d'environ 100 hectares, va comporter plus de mille logements et de nombreuses infrastructures d'accompagnement. Il a été également mis à disposition de la diaspora 350 logements économiques à Bassinko, tandis qu'à l'occasion de la commémoration des festivités du 11-Décembre, des parcelles leur sont réservées, dans le cadre de la construction des cités des forces vives dans les chefs-lieux de région.

Grandes activités dans le domaine de l'intégration africaine

Durant son mandat, Roch Marc Christian Kaboré a été très actif, dans le domaine de l'intégration africaine. Champion de la libre-circulation des personnes et des biens de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), il aura joué de son leadership pour aplanir les difficultés liées à la fermeture des frontières du Nigeria avec le Niger et le Bénin, et, de manière générale, pour l'effectivité de la mise en œuvre du schéma de libéralisation des échanges à travers la Task Force qu'il a mise en place.

Que ce soit par ailleurs au sein d'autres instances telles que l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), le Comité permanent inter-États de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS), dont il a été président en exercice de février 2018 à juillet 2020, ou de l'Autorité du Bassin du Niger, Roch Marc Christian Kaboré a constamment défendu les intérêts du Burkina Faso, et partagé sa vision pour une sous-région harmonieusement intégrée, au bénéfice des populations.

La monnaie au sein de l'UEMOA et de la CEDEAO, la Zone de libre échange continentale africaine, sont autant de questions sur lesquelles les points de vue et les positions du Burkina ont toujours compté.

R. A. Bambara